

Bulletin d'information et de **documentation**

Gouvernement du Grand-Duché
de Luxembourg



janvier-
février-mars **1/98**



Service
Information
et **Presse**

Luxembourg

Sommaire

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Président de la République

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Le Premier ministre

Photothèque S.I.P., Anouk Antony, Manuel Dias, Jean-Claude Ernst, Marcel Ernst, Tessy Hansen, Thierry Martin, Ute Metzger, Jean Picard, Raymond Reuter, Lé Sibenaler, Tom Wagner, Serge Waldbillig, Guy Wolff
Christian Coiffard
Jean Picard, Anne-Carole Herz, Frédérique Theisen
Imprimerie Centrale S.A., Luxembourg

Photos

Layout

Rédacteurs

Imprimerie



1. The first part of the report is a general introduction to the project. It describes the purpose of the study and the objectives that were set at the beginning. It also provides a brief overview of the methodology that was used to collect and analyze the data.

2. The second part of the report is a detailed description of the data that was collected. It includes a table of the data and a discussion of the results. The data shows that there is a significant correlation between the variables that were studied.

3. The third part of the report is a discussion of the results. It explains the meaning of the data and how it relates to the objectives of the study. It also discusses the limitations of the study and suggests areas for future research.

4. The fourth part of the report is a conclusion. It summarizes the findings of the study and provides a final statement on the results. It also includes a list of references and a list of appendices.

Sommaire

Institution de Son Altesse Royale le Grand-Duc Héréditaire comme Lieutenant-Représentant

Chronologie	011
Déclaration du Ministre d'État Jean-Claude Juncker à la Chambre des Députés Mardi, le 3 mars 1998	011
Allocution du Grand-Duc Jean	013
La cérémonie de la prestation de serment	014
Déclaration du Grand-Duc Héréditaire Henri	018
Son Altesse Royale le Prince Henri, Grand-Duc Héréditaire de Luxembourg	019
Quelques explications concernant la Lieutenance	020
Den Ierwgroussherzog Henri gëtt Lieutenant-représentant vum Grand-Duc 3. März 1998	027

Le remaniement ministériel du 30 janvier 1998

Le remaniement ministériel du 30 janvier 1998	035
Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, Ministre du Budget, Ministre aux Relations avec le Parlement	036
Madame Lydie Err, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, au Commerce extérieur et à la Coopération Secrétaire d'État aux Travaux publics	036

Visites à Luxembourg et à l'étranger

Visite officielle du Premier Ministre de la République Populaire de Chine, Li Peng, à Luxembourg les 12 et 13 février 1998	041
Visite officielle du Premier ministre Jean-Claude Juncker en Fédération de Russie du 26 au 28 janvier 1998	042
Rencontre Bodry-Richard	042
Visite de travail de Dr. Mario Frick, chef du gouvernement de la principauté du Liechtenstein	043
Visite de travail de Monsieur Kaspar Villinger, Ministre des Finances de la Confédération helvétique	043
Visite de travail du ministre des Finances hongrois	043

Divers

Réunion interparlementaire sur les énergies nouvelles dans l'Union Européenne	047
Visite du Dr. Peter Piot, Directeur exécutif de l'ONUSIDA	047
Conférence du Dr. Peter Piot, Directeur exécutif de l'ONUSIDA, au sujet de «L'impact de l'épidémie du SIDA dans le monde et les stratégies de contrôle»	047



Summary

Introduction

The purpose of this report is to provide a comprehensive overview of the project's progress and findings. It is intended for the project steering committee and other stakeholders.

1.1

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.2

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.3

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.4

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.5

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.6

Conclusion

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.7

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.8

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.9

Project Details

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.10

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.11

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.12

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.13

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.14

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.15

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.16

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.17

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.18

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.19

Appendix

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.20

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.21

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.22

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.23

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

1.24

The project has been successfully completed, and the results are as follows:

Jean-Claude Juncker
élu Européen de l'année 1997 048

Distinction de la Fondation du Mérite
européen pour le Premier Ministre
Jean-Claude Juncker et
Mgr Fernand Franck 048

Nouvelles de la Cour 049

Son Altesse Royale
le Grand-Duc Héritier
au World Economic Forum à Davos
(Suisse) 049

Réception de Nouvel An
pour la presse luxembourgeoise 050

Conférence nationale pour étrangers 050

Inauguration officielle du nouveau
centre de production de CD-Audio
et CD-Rom 050

Création de deux nouvelles entreprises
industrielles 050

Baisse de la criminalité
au Grand-Duché 051

«Livre blanc de l'infrastructure culturelle
du Luxembourg, Investissement
et gestion» 051

Remise de distinctions honorifiques 051

Étude stratégique sur la viticulture
luxembourgeoise 051

Enquête sur l'aménagement du temps
de travail menée auprès du personnel
de la fonction publique 051

Présentation de projets
par l'Administration du Cadastre
et de la Topographie 052

Nouvelle démarche du Ministère
de l'Aménagement du territoire 052

Élargissement du champ d'application
de la permission de voirie directe 052

Contrat CE/THERME 052

Discours

... prononcé par M. Jean-Claude Juncker
lors de la remise du Mérite européen
le 16 janvier 1998 055

Bulletin d'information et de **documentation**

Gouvernement du Grand-Duché
de Luxembourg

Publication du Service Information et Presse
43, boulevard F.-D. Roosevelt L-2450 Luxembourg

Bulletin d'information et de documentation

Gouvernement du Grand-Duché
de Luxembourg

Publié par le Service de l'Information et de la Documentation
du Ministère de l'Éducation et de la Culture

Institution de Son Altesse Royale

le Grand-Duc Héréditaire
comme Lieutenant-Représentant

de Son Altesse Royale

comme Lieutenant-Général

Une page de l'histoire du Grand-Duché s'est tournée au début du mois de mars lorsque Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean a annoncé sa volonté de faire participer S.A.R. le Prince Henri, en tant que Lieutenant-Représentant, à l'exercice du pouvoir.

Chronologie

Lundi, le 2 mars 1998: Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean de Luxembourg reçoit Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre du Luxembourg, en audience privée au Palais grand-ducal, et lui annonce son intention de nommer le Prince Henri, conformément à l'article 42 de la Constitution, Lieutenant-Représentant.

Mardi, le 3 mars 1998: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, informe les Députés lors de la séance plénière à la Chambre des Députés du souhait de Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean de nommer le Prince héritier Lieutenant-Représentant. Le soir, Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean s'adresse à l'ensemble des citoyens du pays, par le biais d'une retransmission en directe à la télévision et à la radio, afin d'annoncer au pays entier sa résolution de faire participer le Grand-Duc Héréditaire à l'exercice du pouvoir.

Mercredi, le 4 mars 1998: La prestation de serment du Prince héritier en tant que Lieutenant-Représentant se tient dans la salle des fêtes du Palais grand-ducal en présence du Premier Ministre Jean-Claude Juncker,

du Président de la Chambre des Députés Jean Spautz, d'une délégation de la Chambre des Députés et du Maréchal de la Cour Henri Ahlborn. Dans l'après-midi, le nouveau Lieutenant-Représentant reçoit en première audience privée le Premier Ministre.

Déclaration du Ministre d'État Jean-Claude Juncker à la Chambre des Députés

Mardi, le 3 mars 1998

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur d'annoncer à la Chambre des Députés et ainsi à tout le pays une nouvelle importante qui concerne la future gestion des affaires d'État.

Le Grand-Duc Jean a décidé, sur base de l'article 42 de notre Constitution, d'instituer le Grand-Duc Héréditaire Henri son Lieutenant-Représentant, habilité à le représenter.

Il m'a informé hier soir de cette décision, qui est une décision personnelle et discrétionnaire du Chef d'État. Dans une lettre qu'il m'a remise, le Grand-Duc explique les raisons qui l'ont conduit à prendre cette initiative.

Je voudrais vous lire la lettre du Grand-Duc, afin que vous puissiez apprécier par vous-mêmes ses intentions.

Monsieur le Premier ministre,

Après mûre réflexion, je crois le moment venu de franchir une nouvelle étape dans la prépara-

tion du futur règne de notre fils Henri.

Après s'être familiarisé en sa qualité de membre du Conseil d'État à nos rouages législatifs, le Prince Henri devrait se vouer dorénavant davantage aux tâches qui seront les siennes comme futur Souverain.

Aussi ai-je décidé de le faire participer, conformément à l'article 42 de la Constitution, comme Lieutenant-Représentant à l'exercice du pouvoir. En associant le Grand-Duc Héréditaire à l'accomplissement journalier de mes devoirs constitutionnels, je lui donne la possibilité d'exercer en mon nom tous les actes du Souverain, sans préjudice de la plénitude de mes prérogatives de Grand-Duc.

J'ai gagné à l'époque où ma mère, la Grande-Duchesse Charlotte, m'a institué son Lieutenant-Représentant, l'intime conviction que la participation à l'exercice des plus hautes responsabilités constitutionnelles constitue la manière la plus naturelle pour préparer un futur règne dans la continuité.

Je serais très heureux si ma décision était ressentie par vous-mêmes et par tous les Luxembourgeois comme une nouvelle

Le 3 mars 1998, le Premier Ministre Jean-Claude Juncker a fait une déclaration lors de l'assemblée plénière de la Chambre des Députés pour l'informer d'une communication importante de Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean. Ci-contre le texte de la déclaration du Premier Ministre:

preuve de ma constante sollicitude pour le bien-être du pays et de ses habitants.

(Jean)

Il me paraît opportun, en ce moment solennel, de vous donner quelques explications quant à la nature de la Lieutenance.

Seul le Luxembourg connaît l'institution de la Lieutenance. Celle-ci a été introduite à l'époque de l'union personnelle avec les Pays-Bas, au moment où le Roi-Grand-Duc, qui résidait à l'extérieur du pays, ressentait le besoin de disposer d'un représentant résidant sur place.

Ainsi, notre Constitution stipule à l'article 42: «Le Grand-Duc peut se faire représenter par un Prince du sang, qui aura le titre de Lieutenant du Grand-Duc et résidera dans le Grand-Duché.»

Jusqu'au jour d'aujourd'hui, l'article 42 de la Constitution a été appliqué quatre fois: en 1850, en 1902, en 1908 et pour la dernière fois le 4 mai 1961, lorsque la Grande-Duchesse Charlotte désigna le Grand-Duc Héréditaire de l'époque, Jean, comme son représentant.

La Lieutenance, à l'opposé de la Régence, est une délégation des pouvoirs grand-ducaux par le Grand-Duc à son représentant. En d'autres termes: le Grand-Duc reste le Chef d'État et conserve l'intégralité de ses attributions et pouvoirs. Les lois, les arrêtés, les jugements du tribunal continuent à paraître en son nom. Le Lieutenant-Représentant, le Grand-Duc Héréditaire Henri, est à l'avenir habilité à



Le Premier Ministre, Monsieur Jean-Claude Juncker, lors de son discours à la Chambre des Députés

exercer toutes les prérogatives politiques et juridiques du Grand-Duc, mais toujours au nom du Grand-Duc.

L'article 42 de la Constitution prévoit que le représentant du Grand-Duc prête serment sur la Constitution avant d'entrer en fonction. La Chambre des Députés doit donc désigner une délégation qui, sous la direction de son Président, recevra ce serment demain matin à 11 heures au Palais Grand-Ducal.

Par cette décision du Grand-Duc, le Grand-Duc Héréditaire Henri aura l'occasion de se préparer de manière intensive à ses futures tâches de Chef d'État. Cette décision dévoile la sollicitude du Grand-Duc à l'égard du pays et de ses habitants et montre à quel point il est attaché à la stabilité et la continuité de notre plus haute institution.

Je voudrais lui exprimer aujourd'hui notre reconnaissance pour le grand engagement dont il a



Vifs applaudissements au discours de Monsieur Juncker

toujours fait preuve à l'égard de notre pays. Je voudrais aussi inclure dans ces remerciements la Grande-Duchesse Joséphine Charlotte, qui contribue à représenter notre pays avec dignité, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières.

Je suis assuré de représenter votre point de vue, ainsi que celui de tous les Luxembourgeois, en exprimant, à l'occasion de ce moment important de notre histoire, au Grand-Duc Héritier, le Prince Henri, notre conviction qu'il saura exercer avec compétence, dynamisme, dévouement et impartialité les tâches qui lui incomberont dès demain.

Tel son père, le Grand-Duc, il se tiendra à nos côtés, dans les périodes fastes comme dans les moments difficiles.

Le Grand-Duc Jean s'adressera ce soir au pays, dans une allocution radio- et télédiffusée, afin d'expliquer les motivations de sa décision.

Vive le Grand-Duc Jean!
Vive le Prince Henri!

Par la suite, la Chambre a procédé à la désignation des membres de la délégation dont la mission consistait à faire prêter serment au futur Lieutenant-Représentant. C'est à l'unanimité que fut adoptée la proposition de confier ce rôle au bureau de la Chambre des Députés. Ainsi, les députés suivants furent-ils désignés pour assister à la cérémonie officielle le 4 mars 1998 au Palais grand-ducal: le président Jean Spautz (CSV), les

vice-présidents Jos Scheuer (LSAP), Edouard Juncker (CSV) et Henri Grethen (DP), les membres Norbert Konter (CSV), Lucien Weiler (CSV), Jeannot Krecké (LSAP), Jean Asselborn (LSAP), Lydie Wurth-Polfer (DP), Robert Mehlen (ADR) et Renée Wagener (Déi Gréng).

Allocution du Grand-Duc Jean

Chers concitoyens,

J'ai consulté ce matin les Présidents de la Chambre des Députés, du Gouvernement, du Conseil d'État, les Présidents des partis politiques et les Chefs des groupes parlementaires de la Chambre des Députés. Je voudrais, à l'avenir, associer le Prince Henri à l'exécution de mes droits souverains: En d'autres termes, je désigne le Prince Henri comme mon représentant, conformément à notre Constitution.

La Grande-Duchesse et moi-même avons préparé le Prince Henri, dès son plus jeune âge, à assumer ses futures obligations. Ses années d'études à l'Université de Genève et à l'Académie Militaire de Sandhurst ont été placées sous ce signe.

Après ses études, le Prince a eu l'occasion de mettre son dyna-

misme et ses talents essentiellement au service de notre économie. Accompagné de membres du Gouvernement, il a conduit des délégations économiques dans de nombreux pays du monde et, en tant que Président d'honneur du «Board of Economic Development», il s'est engagé avec succès pour la diversification de notre économie.

Depuis 18 ans maintenant, le Prince Henri est membre du Conseil d'État. Il a ainsi eu l'occasion de se familiariser avec les travaux législatifs de notre démocratie.

Ces activités ont permis au Prince d'assumer naturellement et progressivement les devoirs officiels.

Le pas que franchira le Prince dès demain, lorsqu'il exercera les pouvoirs grand-ducaux en mon nom, doit lui fournir l'occasion de mettre ses connaissances et ses aptitudes encore davantage au service de notre patrie.

En 1961, ma mère, la Grande-Duchesse Charlotte, a agi exactement de la même façon en m'instituant, au même âge que le Prince Henri maintenant, son Lieutenant-Représentant.

Comme ma mère, je resterai Grand-Duc de Luxembourg et je conserverai tous les droits et devoirs liés à cette fonction, tels qu'ils sont décrits dans la Constitution. Comme moi à cette époque, le Prince Henri partagera désormais ma sollicitude quotidienne à œuvrer pour le bien du pays et de ses habitants. Mon expérience personnelle m'a enseigné que cette

Dans la soirée, S.A.R. le Grand-Duc Jean s'est adressé en langue luxembourgeoise à la population, déclaration retransmise en direct par RTL Télé Lëtzebuerg et RTL Radio Lëtzebuerg:

manière est la plus appropriée pour apprendre à diriger la destinée du pays.

Par ma décision, je crois aussi remplir les conditions permettant d'assurer la continuité des fonctions grand-ducales.

Depuis 37 ans, au cours de toute cette période pendant laquelle il m'a été donné d'être à la tête de ce pays, vous, mes chers concitoyens, m'avez conféré ma légitimité en m'accordant votre confiance. Je suis convaincu que vous reporterez cette même confiance et cette même loyauté sur la personne du Prince Henri.

La cérémonie de la prestation de serment

Le 4 mars 1998, la délégation désignée par la Chambre des Députés s'était donnée rendez-vous à la salle des fêtes du Palais grand-ducal, afin de recevoir le serment à prêter par S.A.R. le Grand-Duc Héréditaire comme Lieutenant-Représentant.

Nous reproduisons ci-après le procès-verbal de la prestation de serment de S.A.R. le Grand-Duc Héréditaire:



Madame Lydie Polfer remet ses félicitations à S.A.R. le Grand-Duc Héréditaire

Procès-verbal de la Cérémonie de Prestation de Serment de Son Altesse Royale le Grand-Duc Héréditaire Henri comme Lieutenant-Représentant de Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean

Aujourd'hui, le quatre mars mil neuf cent quatre-vingt dix-huit, la députation désignée par la Chambre des Députés, à savoir son Bureau, pour recevoir le serment prévu par l'article 42 de la constitution et à prêter par Son Altesse Royale le Grand-Duc Héréditaire Henri comme Lieutenant-Représentant de Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean, en suite de l'arrêté grand-ducal du 3 mars 1998, s'est rendue au Palais de Luxembourg, pour s'acquitter de la mission lui dévolue.

Le Bureau de la Chambre des Députés est composé comme suit:

Monsieur Jean Spautz	Président de la Chambre des Députés
Monsieur Jos Scheuer	Vice-Président de la Chambre des Députés
Monsieur Henri Grethen	Vice-Président de la Chambre des Députés
Monsieur Edouard Juncker	Vice-Président de la Chambre des Députés
Monsieur Jean Asselborn	Membre du Bureau de la Chambre des Députés
Monsieur Norbert Konter	Membre du Bureau de la Chambre des Députés
Monsieur Jeannot Krecké	Membre du Bureau de la Chambre des Députés
Monsieur Robert Mehlen	Membre du Bureau de la Chambre des Députés
Monsieur Lucien Weiler	Membre du Bureau de la Chambre des Députés
Madame Renée Wagener	Membre du Bureau de la Chambre des Députés
Madame Lydie Polfer	Membre du Bureau de la Chambre des Députés
Monsieur Guillaume Wagener	Greffier de la Chambre des Députés
Monsieur Pierre Dillenbourg	Greffier adjoint de la Chambre des Députés

A onze heures le Bureau se réunit dans la salle des fêtes du Palais grand-ducal.

Son Altesse Royale le Grand-Duc Héréditaire, Lieutenant-Représentant du Grand-Duc, assisté de Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et de Monsieur Henri Asselborn, Maréchal de la Cour, ayant fait Son entrée,

Monsieur le Président de la Chambre adresse à Son Altesse Royale l'allocution suivante, suivie de la lecture de la formule du serment à prêter:

„Monseigneur,

Et as haut nët nëmmen e wichtegen Dag an Ärem Liewen, mä och an deem vum Land a vun all sänge Bierger. Ëmmer wa Geschicht geschriwwen gët, an dat as am Abléck de Fall, gi mir eis bewosst, wéi wichteg et as, eng Verfassung ze hun, déi d'Stabilitéit an d'Kontinuitéit vun eisen Institutionne garantéiert.

Et as fir d'ënnest Kéier an eiser Geschicht, datt de Souverain, sou wéi d'Grundgesetz et virgesäit, Sech ee Stellvertreeder zur Säit rëfft, fir Äien als Säl Lieutenant-Représentant bei der Ausübung vu Sänge wichtegen Funktioun ze ëmmerstëtzen.

Och Äi Groussmamm, Monseigneur, eis fréier Grande-Duchesse Charlotte, hat Sech no engem Règne vu méi wéi véierzeg Jor dozou entschloss. An esou wéi 1961, wou Si Äiren eelste Jong, de Prinz Jean, zu Äirem Lieutenant-Représentant ernannt huet, hielt och haut, Monseigneur, eis Chämber, a mat hir d'ganzt Land, déi Undeel un där wichtegen Décisioun vun Ärem Papp, eisem Grand-Duc Jean, Sech ganz enk un de Staatsgeschäfte ze bedeelegen. Sou kënnt Dir Sech vun elo u schons voll a ganz mat dene Plichten a Responsabilitéite beschäftegen, déi enges Daags um Troun vum Land Äi ege wäerte gin.

Et as dat ee Schratt, deem nët nëmmen an der Tradition vun eiser Dynastie läit, mä deem och eemol méi beweist, wéi sech eise Staatschef ëm d'Wuel vum Land a sänge Bierger Gedanken mécht.

Dir wësst, Monseigneur, wéi gär d'Lëtzebuurger hir Groussherzogin Charlotte an de Prinz Félix haten, wéi frou si mat eisen Grand-Duc Jean an der Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte sin, a wéi si un Sech, der Ierfgroussherzogin Maria-Teresa an Äre Kanner hänken.

Dir waart an enger gudder Schoul, Monseigneur, an d'Beispill vun Ären Elteren a Grousselteren huet aus Iech deem noblen, jovialen a verantwortungsvolle Mënsch gemaacht, mat deem mir mat Zouversicht an d'Zukunft kënne kucken.

Well mir wëssen, wat Dir schon alles fir d'Land a besonnesch fir seng wirtschaftlech Entwécklung geleescht-hut, as et eis nët baang, datt Dir Ärem Papp vun elo un eng gutt a wichteg Stülp si wäert.

Zesumme mam Grand-Duc Jean an der Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, Denen ech haut vun dëser Plaz aus well merci soë fir alles, wat Si ëmmer erëm mat Dignitéit an Dévouement fir d'Land a seng Bierger maachen, hu mir Vertrauen an Iech, Monseigneur, a wënschen Iech an Ären neien a verantwortungsvolle Funktiounen eng glécklechen Hand.

Ech géing Iech duerfir bieden, Monseigneur, elo deem Eed ze leeschten, deem den Artikel 42 vun eiser Verfassung an dësem Fall virgesäit:

„Je jure comme Lieutenant-Représentant du Grand-Duc d'observer la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg.“

Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier prête le serment en déclarant: „Je jure comme Lieutenant-Représentant du Grand-Duc d'observer la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg.“

Le Lieutenant-Représentant de Son Altesse Royale le Grand-Duc prononce ensuite le discours suivant:

„Hür President,

Déi waarm a frëndlech Wieder, dei Dir um Numm vun alle Lëtzeburger elo u mech gerücht hut, si mir zu Häerz gaangen, an ech soen Iech villmools merci.

Ech versécheren Iech, datt ech mäi Bescht maachen wäert, fir dat grousst Vertrauen, dat mäi Papp an d'Land a mech setzen, ze justifizéieren.

Den Eed, deem ech elo shust virun Iech, dene gewieltene Vertieder vun Lëtzeburger Vollek, op d'Constitutioun geleescht hun, verbënt mech fir ëmmer fest mam Land a sänge Leit. Ech si ganz frou, fir méngem Papp bei der Ausübung vu sänge konstitutionelle Flichten ze hëllefen. Et as mäi feste Willen, zesumme mam Grand-Duc, an der Traditioun vun eiser Famill, d'Institutionen vu Lëtzeburg ze verdedegen a fir dat deeglecht Wuel vun der Hémecht a vun alle Matbürger ze suergen.

An deem Sënn maachen ech och gären haut en Appel un all d'Lëtzeburger, fir mir bei méngem Opdrag, d'Eenheet, d'Onofhängegkeet an d'Prosperitéit vun Land ze sécheren, hiirt Zoutrauen ze schenken“.

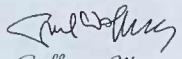
Monsieur le Président de la Chambre des Députés déclare:

„Am Numm vun Lëtzeburger Vollek hält de Bureau vun der Chambre des Députés, als Députatioun vun eiser Châmber, den Eed, deem Dir elo grad als Lieutenant-Représentant vun Grand-Duc Jean op d'Verfassung vun eisem Land geleescht hut, un.“

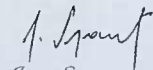
Am Numm vun all denen, déi mech ëngin, wëllt ech Iech, Monseigneur, vu ganzem Häerz félicitéieren an dem Lieutenant-Représentant eis beschte Wësch mat op de Wee gin“.

En foi de quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, les jour et heure que dessus.

Le Greffier


Guillaume Wagener

Le Président de la Chambre des Députés


Jean Spautz

L'original du présent procès-verbal est déposé aux Archives de l'Etat.

Copies en sont déposées
au Palais grand-ducal
à la Chambre des Députés
au Ministère d'Etat



Le 4 mai 1961, S.A.R. le Grand-Duc Jean a prêté le serment comme Lieutenant-Représentant de la Grande-Duchesse Charlotte



S.A.R. le Grand-Duc Héritier entouré de sa famille et de la délégation de la Chambre des députés



S.A.R. le Grand-Duc Héritier prête serment en déclarant: „Je jure comme Lieutenant-Représentant du Grand-Duc d'observer la constitution du Grand-Duché de Luxembourg“



Discours du Président de la Chambre des Députés, Monsieur Jean Spautz, lors de la prestation de serment au Palais grand-ducal



Signature du Procès-verbal de la Cérémonie de Prestation de Serment par le Président de la Chambre des Députés, Monsieur Jean Spautz



Signature du Procès-verbal de la Cérémonie de Prestation de Serment par Monsieur Guillaume Wagener, Greffier de la Chambre des Députés



S.A.R. le Grand-Duc Jean félicite son fils



S.A.R. le Grand-Duc Hérédier reçoit les félicitations de S.A.R. la Grande-Duchesse Hérédier et du Prince Guillaume



S.A.R. la Grande-Duchesse Joséphine Charlotte félicite S.A.R. le Prince Henri



S.A.R. le Grand-Duc Hérédier entouré de Sa famille



Le 9 mars 1998, S.A.R. le Grand-Duc Hérédier, Lieutenant-Représentant, a reçu les membres du Bureau de la Chambre des Députés

Déclaration du Grand-Duc Hérédier Henri

Monsieur le Président,

Les paroles chaleureuses et amicales que vous venez de m'adresser au nom de tous les Luxembourgeois, m'ont touché

profondément et je vous en remercie.

Je vous assure que je ferai tout ce qui est en mes moyens afin de me rendre digne de la grande confiance que mon père et le pays me témoignent.

Le serment sur la Constitution que je viens de prêter devant

vous, les représentants élus du peuple luxembourgeois, me lie pour toujours étroitement à ce pays et à ses habitants. Je suis très heureux d'aider mon père dans l'exercice de ses devoirs constitutionnels. J'ai l'intention de défendre, avec le Grand-Duc et conformément à la tradition de notre famille, les institutions du Luxembourg et de travailler pour le bien-être quotidien de la patrie et de tous les concitoyens.

C'est pourquoi je voudrais aussi, en ce moment, lancer un appel à tous les Luxembourgeois, afin qu'ils m'accordent leur confiance pour l'exécution de ma tâche qui consiste à assurer l'unité, l'indépendance et la prospérité du pays.



Audience privée de S.A.R. le Prince Henri avec Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre

Son Altesse Royale le Prince Henri, Grand-Duc Héritier de Luxembourg

Son Altesse Royale le Prince Henri, fils aîné du Grand-Duc Jean et de la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte de Luxembourg est né au Château de Betzdorf au Grand-Duché.

C'est au Luxembourg et en France que le Prince Henri suit ses études secondaires et passe avec succès son Baccalauréat en 1974. Poursuivant ses études à l'Université de Genève (Suisse), Il y obtient en 1978 la Licence en Sciences Politiques. Par la suite, Son Altesse Royale est nommé Docteur Honoris Causa (Humane Letters) de la

Sacred Heart University, Fairfield, Connecticut (USA) ainsi que Docteur h.c. ès Droit de la Miami University, Oxford, Ohio (USA). Il porte également les titres de Docteur h.c. en Économie de l'Université de Khon Kaen (Thaïlande) et de Docteur rer. pol. h.c. de l'Université de Trèves (Allemagne). Outre le luxembourgeois, le Prince parle couramment le français, l'anglais et l'allemand.

En 1974, le Prince Henri s'inscrit à l'Académie Militaire Royale de Sandhurst en Angleterre, académie qui Lui décerne le brevet d'officier une année plus tard. En 1989, Il est nommé Major Honoraire du Parachute Régime (Angleterre). Actuellement, Il porte le grade de Colonel dans l'Armée luxembourgeoise.

De nombreux séjours d'information et d'éducation effectués à l'étranger, aussi bien en Europe qu'Outre-Mer, Lui ont permis d'acquérir une certaine expérience professionnelle. Ainsi, durant la période de 1978 à 1980, Il suit des cours d'instruction aux États-Unis. En tant que Président d'Honneur du Comité de développement économique luxembourgeois, fondé en 1977, le Prince a entrepris de nombreux voyages de prospection à travers le monde dans le but de promouvoir le Grand-Duché de Luxembourg comme centre d'investissement.

En 1980, le Prince est nommé Membre du Conseil d'État, ce qui Lui permet de s'initier aux rouages législatifs du pays.



Leurs Altesses Royales le Grand-Duc Héritier et la Grand-Duchesse Héritière et leurs enfants au Château de Fischbach

Outre Ses intérêts pour la vie politique et économique du Luxembourg, Il s'intéresse également à la vie culturelle et sportive du pays et assure de nombreux patronages d'associations culturelles et sportives. Ainsi, il est le Président du Comité de Patronage de la Société des Foires Internationales de Luxembourg et assume le Haut Patronage de la Protection Civile. Depuis février 1998, Il remplace Son Père en tant que membre du Comité International Olympique au Luxembourg.

Ses intérêts ne se limitent pas uniquement au Grand-Duché, mais Il s'intéresse également à ce qui se passe dans le monde entier. Le Prince est un membre actif de la Fondation Mentor créée sous le patronage de l'Organisation Mondiale de la Santé. Le but de cette fondation est d'empêcher la consommation de drogues par les jeunes. S'intéressant à la conservation de la nature, le Grand-Duc Héritier est Président du Galápagos Darwin Trust Luxembourg et membre du Comité de Direction de la Fondation Charles Darwin pour les Iles Galápagos.

S'ajoutent à ces centres d'intérêt la littérature, la musique classique et les sports en général (plus particulièrement la natation, la voile, le ski nautique, le tennis et la chasse).

Le 14 février 1981, Son Altesse a épousé Mademoiselle Maria Teresa Mestre, également licenciée ès Sciences Politiques de l'Université de Genève. De leur mariage sont nés cinq enfants, dont une seule fille: le Prince Guillaume né le 11.11.1981, le



Leurs Altesses Royales le Grand-Duc Héritier et la Grande-Duchesse Héritière

Prince Félix né le 03.06.1984, le Prince Louis né le 03.08.1986, la Princesse Alexandra née le 16.02.1991 et le Prince Sébastien né le 16.04.1992.

Quelques explications concernant la Lieutenance

La Lieutenance est une institution propre au Luxembourg qui est prévue dans le droit constitutionnel luxembourgeois. L'article 42 de la Constitution stipule que «Le Grand-Duc peut se faire représenter par un Prince du sang qui aura le titre de Lieutenant du Grand-Duc et résidera dans le Grand-Duché. Ce représentant prêterait serment d'observer la Constitution avant d'exercer ses pouvoirs».

Suivant le rapport de la Commission chargée d'élaborer le projet de la Constitution en 1848, la Lieutenance a la nature juridique d'une délégation des pouvoirs grand-ducaux. Les termes utilisés par l'article 42 de la Constitution et, plus précisément, les notions de représentant et de Lieutenant (Stellvertreter), permettent de dire que cette institution a pour fonction essentielle d'assurer la présence effective et permanente d'un représentant du pouvoir grand-ducal sur le territoire. Il peut s'agir d'une suppléance permanente ou temporaire du Grand-Duc ou d'une forme d'association à l'exercice du pouvoir constitutionnel. Les dispositions que prendra Son Altesse Royale le Lieutenant Représentant en vertu de Sa mission ont les mêmes effets que si

elles émanaient du Grand-Duc Lui-même. Les prérogatives du Grand-Duc restent intactes, le Lieutenant Représentant laissant au Grand-Duc la plénitude de Ses droits et de Sa capacité.

Toujours selon ce même rapport, la Lieutenance n'est liée à aucune cause d'ouverture déterminée: elle est conférée discrétionnairement par le Grand-Duc, à la seule condition que ce soit à un «Prince (Princesse) du sang». Elle n'a pas pour effet de limiter le Grand-Duc dans l'exercice personnel de ses prérogatives. Le Grand-Duc est libre de définir les modalités de la Lieutenance et Il peut l'assortir, s'Il le désire, des limitations qu'Il juge opportunes. Dans la mesure où le Grand-Duc renonce à fixer des limitations, le mandat confère un pouvoir général d'exercer toutes les prérogatives grand-ducales.

La plénitude des pouvoirs apparaît clairement dans la formule de promulgation des lois et de la formule exécutoire des jugements qui subsisteront dans les textes, le Lieutenant-Représentant Se bornant à apposer Sa signature sur les actes grand-ducaux conçus au nom du Grand-Duc régnant.

Pour saisir la portée de l'article 42 de la Constitution, il s'avère utile de considérer les précédents de l'histoire du pays, qui sont au nombre de quatre:

- La Lieutenance de S.A.R. le Prince Henri, frère de Sa Majesté le Roi Grand-Duc Guillaume III, instituée par un décret royal du 5 février 1850.
- La Lieutenance de S.A.R. le Prince Guillaume, Grand-Duc Héritier, instituée par arrêté grand-ducal du 4 avril 1902. Dans sa lettre d'investiture, le Grand-Duc régnant s'était réservé personnellement les relations avec les Souverains et Chefs de Gouvernement étrangers, ainsi que la collation de titres et récompenses honorifiques.
- La lieutenance de S.A.R. la Grande-Duchesse Marie-Anne, instituée par arrêté grand-ducal du 19 mars 1908, Lieutenance relayée peu de temps après par une Régence.
- La Lieutenance de S.A.R. le Prince Jean, instituée par arrêté grand-ducal de S.A.R. la Grande-Duchesse Charlotte du 28 avril 1961, a pris effet avec la prestation de serment constitutionnel le 4 mai 1961.

Il existe donc une différence certaine entre les notions de Régence et de Lieutenance. En effet, la Régence est nécessaire dans des cas bien précis, déterminés par la Constitution. Quant à la Lieutenance, elle est volontaire. Une autre différence est que la Régence exclut l'exercice des pouvoirs par le Grand-Duc, alors que la Lieutenance laisse au Grand-Duc la plénitude de Ses droits et Sa capacité. Le régent se substitue au Grand-Duc dont l'autorité n'est plus que nominale, le Lieutenant par contre est un suppléant du grand-duc régnant. Cette différence apparaît clairement dans le fait que la formule de promulgation des lois et la formule exécutoire des jugements sont modifiées dans le cas de la Régence, mais tel n'est pas le cas lors d'une Lieutenance. En effet, le Lieutenant-Représentant appose sa signature sur les actes grand-ducaux au nom du Grand-Duc régnant.

„Kosovo-Befreiungsarmee“ droht mit Racheakten

Robin Cook fordert Wiederherstellung der Autonomie / Serbische Studentenorganisationen fordern Dialog

Geometrische Mengen in Liegendoren

Stellvertreter von Großherzog Jean
in sein Amt eingeführt

18-proßler noch Henri konnte als „Leutnant-representant“ den Fall auf die Verfassung

Kommunismus hat seinen Ursprung
in der ersten großen Arbeiterbewegung
in der ersten großen Arbeiterbewegung
in der ersten großen Arbeiterbewegung

[illegible]

Werte aus diesem Punkte aus
einem bestimmten möglichen
zustand der Ästhetik eines Kunst-
werkes entsteht.

SIE LESEN HEUTE

2. INTERNATIONALE POLITIK	19. DIE WARTEN / PERSPECTIVES
3. POLITIK UND GESELLSCHAFT	

Des Cahiers de Vie vous aident à répondre :

- 6 SOCIALES / LA VIE SOCIALE
- 7 CULTUR / LA VIE CULTURELLE
- 8 LA DÉSOLATION
- 9 L'ÉTAT D'ÂME

27	WISSENSCHAFT UND FORSCHUNG	40	WISSENSCHAFTEN / Fachwissenschaften
31	WISSENSCHAFT UND FORSCHUNG	42	WISSENSCHAFTEN / Fachwissenschaften
31	AUTO UND VERKEHR / Allgemein	42	WISSENSCHAFTEN / Fachwissenschaften
34	SPORT	43	FILM & KINO
37	LW UND WELTAKTUELL	47	LW-FELDEINBO

Martine Aubry présente un plan de lutte contre les exclusions

[illegible]

man wurde im Amt bestätigt

[illegible]

demnach die Arbeiterbewegung
ganz anders war! 1900
hatte, wurde es dann von den
ersten Arbeiterpartei nach
dem Zusammenbruch 1906 wieder
von Töwen und Friedländer
durch seine Arbeit und sein

und 25 für 21 Stunden gegen andere
Platz stehen.

Die bei geschlossenen Wägen ab-
gegebene Menge an Samen ist, wie
die bei den offenen in geschlossenen
zu sein, für die gleiche Menge an Samen
für die gleiche Menge an Samen.

Die bei geschlossenen Wägen ab-
gegebene Menge an Samen ist, wie
die bei den offenen in geschlossenen
zu sein, für die gleiche Menge an Samen
für die gleiche Menge an Samen.

Das Augenmerk wird gewöhnlich
Wiederum nach der Wanderschaft zu-
rückgewandt und es ergreift eine
Licht- und Klang- die Stimm-
keit, sagte Richard Johns und beschrieb
den Teilnehmern vorzutreten bei

[illegible]

Es war das erste Mal in der Geschichte Berlins, daß eine Regierung die Winternächte des antwortenden 1914 aus Mangel an Heizmaterial ganz ausfallen ließ. Die Berliner Bevölkerung wurde durch die Winternächte des antwortenden 1914 aus Mangel an Heizmaterial ganz ausfallen ließ. Die Berliner Bevölkerung wurde durch die Winternächte des antwortenden 1914 aus Mangel an Heizmaterial ganz ausfallen ließ.

SIE LESEN HEUTE

2. INTERNATIONALE POLITIK	19. DIE WARTEN / PERSPECTIVES
3. POLITIK UND GESELLSCHAFT	

Des Cahiers de Vie vous aident à répondre :

6. **SOCIALES / LA VIE SOCIALE**
7. **CULTUR / LA VIE CULTURELLE**
8. **LA DÉSOLATION**
9. **LA VIE SOCIALE / LA VIE CULTURELLE**

27	WISSENSCHAFT UND FORSCHUNG	40	WISSENSCHAFT UND FORSCHUNG
31	WISSENSCHAFT UND FORSCHUNG	42	WISSENSCHAFT UND FORSCHUNG
31	AUTO UND VERKEHR / ALLGEMEIN	42	WISSENSCHAFT UND FORSCHUNG
34	SPORT	43	FILM & KINO
37	LEBENSWEISE AKTUELL	47	LEBENSWEISE AKTUELL

5 mars 1998

Un méga hall de transit à MERTERT

**Ure on
page 3**



Le Républicain
FRANCE JOURNAL
Lorrain
jeudi 20 avril 1996 26 FL - 26 FL

FRANCE JOURNAL

Learning Your DeWand

jeudi
5 mars 1934

21 R. 21 F.

LA PLUS FORTE DIFFUSION DE LORRAINE



Une page d'histoire au Luxembourg



Le serment du Grand-Duc héritier

Date historique pour le Luxembourg en ce mercredi 4 mars, au Palais grand-ducal. Le Grand-Duc héritier Henri de Luxembourg a prêté le serment d'observer la Constitution du Grand-Duché devant une délégation de parlementaires. Conformément à la décision du Souverain, il est ainsi devenu son Lieutenant-Représentant. Une délégation de pouvoirs doit lui permettre de se préparer à la succession.

May 20, 1967



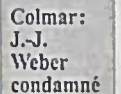
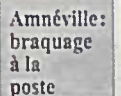
Aiutino : scène de ménage au tribunal

$$L(x) = \frac{1}{2} \log \frac{1}{1-x}$$


Metz : mieux vivre la ville



Libre en « Région »



Les Bitchois au ministère



Study Group Report

Effet d'annonce

Je lui ai été un ami. Le plan gouvernemental de lutte contre les épidémies comprend deux traits saillants : un projet de loi sur l'épidémie, une loi sur la couverture médicale universelle, un troisième relatif au service des soins d'urgence et à la justice et à la réhabilitation.

La proposition de loi sur les services de santé, cependant, n'est pas encore faite. Pas d'ailleurs, en raison de la complexité de l'histoire, l'adoption de la couverture médicale pour tous n'est pas prévue avant l'automne. Et le projet de loi sur l'épidémie ne sera présenté au Conseil des ministres que le 25 de ce mois, huit jours après le second tour des élections.



Six élèves du lycée Hurlevent de Belbèze-les-Forbach viennent de décrocher le premier prix du Concours national du travail manuel organisé par le Rotary-Club. Leur œuvre, une poignée de main sur fond de maquette, réalisée en œuvre, laiton et zinc, a conquis le jury. Il leur a fallu cinq mois de travail pour symboliser le message qu'ils voulaient transmettre : « Si tous les gens du monde voulaient bien se serrer la main... ». Avant de passer à la réalisation de cet ouvrage, les jeunes avaient planché sur la violence.

Philly Postage Postponable

Première à la NASA



Eileen Collins, première Américaine à avoir piloté une navette spatiale, va connaître une autre première : elle doit être promue aujourd'hui à la Station-Blanche, par Bill Clinton, au poste de commandant de navette.

Première femme appelée à diriger une mission dans l'espace, Eileen Collins a déjà participé à deux vols dans une navette, l'un en 1993 et l'autre en 1997.

La NASA prévoit deux nouvelles missions en 1998.

**Aujourd'hui
dans
Le TOP**

**Événement
hip-hop :
Raggasonic
à
Nancy**

Le sommet des gardiens

Loisel Létzer face à Andreas Köpke (notre photo). Le sommet Metz-Marville, demain soir à Saint-Symphorien, sera également un choc de gardiens.

Live
on Sportsman



PAUL WALCAMP

REVUE

11 mars 1998

Nr. 11 11. März 1998 79 F + 64 Seiten TéléREVUE

REVUE

d'illustreburgerer illu rt



Henri, Lieutenant - Représentant

KONTINUITÄT IM HAUSE LUXEMBURG

Défilé Pierre Balmain
GLANZ UND
GLORIA IM
CERCLE
MUNICIPAL



tageblatt

zeitung für lëtzebuerg

Mittwoch, 4. März 1998
28 Franken oder 0,69 EuroJahrgang 86 / Nr. 52
http://www.tageblatt.lu

Dynastie im Zeichen der Kontinuität

Großherzog Jean vertraut Erbprinz Henri die Lieutenance an

Eidesleistung heute im „Palais“

Es ist schon ein geschichtliches Ereignis: Großherzog Jean hat entschieden, seinem ältesten Sohn, dem Erbprinzen Henri, die in der Luxemburger Verfassung vorgesehene Lieutenance für Staatsgeschäfte anzuvertrauen.

Damit wird ein wesentlicher Akt der Nachfolgeprozedur vollzogen.

Luxemburg - Nicht die Tatsache, daß Prinz Henri, wie er im Volksmund heißt, nun zu höheren Ehren und Aufgaben gelangt, ist die Überraschung, sondern der vom Großherzog Jean gewählte Zeitpunkt.

Die wenigen, die um den bevorstehenden Staatsakt wußten, waren aus verständlichen Gründen an Schweigepflicht gebunden. So konnte der Staatsoberhaupt gestern Abend selber über Radio und Fernsehen dem Lande seinen Beschluß erläutern.

Der Großherzog verwies auf das Beispiel seiner Mutter, Großherzogin Charlotte, die auch ihr Enkelprinceps auf seine Aufgaben im Interesse Luxemburgs vorbereitet hatte.

Berichte und Photos: Seite 2 bis 7



Die Lieutenance ist die letzte Etappe von Erbprinz Henri's Vorbereitung auf das Amt des Staatsoberhauptes

Erste Absetzbewegungen innerhalb der Union

Sachte sägen Parteifreunde am Kandidaten Kohl

Bonn - Nach dem SPD-Wahltag in Niedersachsen wickelt sich innerhalb der CDU der Druck auf Bundeskanzler Helmut Kohl.

Der stellvertretende Unionsfraktionschef Heiner Geißler fordert gestern den CDU-Vorsitzenden auf, über Konsequenzen aus der Wahl nachzudenken. Einen Verzicht Kohls auf eine erneute Kandidatur forderte Geißler aber nicht.

Der niedersächsische Ministerpräsident und SPD-Kandidat Gerhard Schröder sagte, er rechne damit, daß Unionsfraktionschef Wolfgang Schäuble Spitzenkandidat der Union bei der Bundestagswahl sein werde. Schäuble selbst warnte entschieden vor einer Personaldiskussion.

Geißler sagte in der ZDF-Sendung „heute nacht“, ohne Helmut Kohl geht es nicht und gegen ihn auch nicht. Aber genauso wie jeder von uns, der in der Verantwortung steht, mal mit sich selber zu Rate gehen soll, wie es weitergehen müßte, muß er es auch tun.“ Zu einer möglichen Kandidatur Schäubles sagte der CDU-Politiker: „Richtig ist, daß Wolfgang Schäuble ein hervorragender Kandidat wäre für dieses Amt.“

Schäuble erklärte im ZDF, das Vertrauenskapital, das Kohl in Europa habe, sei ein „ungeheures Pfund für uns“, auch bei der kommenden Währungsunion.

Schröder sagte im ZDF: „Ich persönlich glaube, daß die Union noch erreichen muß, daß sie den glücklichen und auch verbrauchten Kohl gegen Wolfgang Schäuble auswechselt.“ Ihn persönlich sei „Kohl Beber“, er ist leichter zu schlagen.“

Eine große Koalition mit der Union schloß Schröder erneut nicht grundsätzlich aus. Dies sei „keine strategische Option“. Es wäre aber „auch keine Katastrophe“. Der Deutsche Gewerkschaftsbund, die IG Metall und die IG Bau hoffen nach dem SPD-Wahltag in Niedersachsen auch auf einen Politikwechsel in Bonn.

Indien

Politisches Patt läßt Aktien purzeln

Neu-Delhi - Die indische Wirtschaft hat gestern empfindlich auf den Ausgang der Parlamentswahl reagiert, bei dem sich keine Mehrheit für eine tragfähige Regierungsbildung abzeichnet. Die Börse rutschte um 3,5 Prozentpunkte ab.

Der scheidende Ministerpräsident I.K. Gujral kündigte an, mit aller Macht eine Regierungsbildung der nationalistischen Hindu-Partei Bharatiya Janata (BJP) voranzutreiben zu wollen.

Seine Vereinigten Front werde sich mit der Kongresspartei verbünden, sagte Gujral in einem Interview der Nachrichtenagentur AP in Neu-Delhi. Genau dieses Bündnis hatte jedoch in den vergangenen zwei Jahren zu einem weitgehenden politischen Stillstand geführt.

Zur Bildung einer gefestigten Regierung und zur Beendigung des politischen Patts war die Parlamentswahl um drei Jahre vorgezogen worden.

UNO-Sicherheitsrat endlich über Resolution einig

Irak: Kein Freibrief für Washington

New York/Paris - Nur wenige Stunden nach der Verabschiedung der neuesten UN-Resolution zu Irak sind gestern die unterschiedlichen Interpretationen der Entscheidung offen zutage getreten.

Während der US-Botschafter Bill Richardson erklärte, die Androhung „schwerster Konsequenzen“ gebe den USA im Falle einer Nichtinhaltung der Abmachungen mit UN-Generalsekretär Kofi Annan „grünes Licht“ für einen Militärschlag gegen Irak, betonten die meisten anderen Mitglieder des Sicherheitsrates, diese Formulierung gebe Washington nicht das Recht, ohne vorherige Anrufung des Gremiums einen Angriff vorzutragen.

Die amerikanische Auslegung wurde lediglich von Großbritannien geteilt. Der stellvertretende französische Außenminister Bertrand Dufourcq flog gestern zu einem dreitägigen Besuch nach Bagdad.

Dabei will er mit hohen irakischen Regierungsvertretern, möglicherweise auch mit Präsident Saddam Hussein, zusammentreffen.

Die Sprecherin des Ministeriums, Anne Gazou-Secret, betonte vor Journalisten in Paris die französische Auffassung, daß die Resolution einen automatischen Angriff auf Bagdad nicht decke.

Fortsetzung: Seite 9

Kosovo: Internationale Warnungen an Belgrad

„EU wird keine weitere Eskalation dulden“

Brüssel/Pristina - Die Europäische Union hat gestern die diplomatische Initiative zur Entschärfung der Krise im Kosovo übernommen.

Wie in Brüssel verlautete, soll der britische Außenminister Robin Cook am Donnerstag nach Belgrad reisen, um eine weitere Eskalation in der serbischen Unruheprovinz zu verhindern. Er wird u.a. mit Jugoslawiens Präsident Slobodan Milosevic zusammentreffen.

Die USA drohten Belgrad mit schärfsten Konsequenzen. In der Hauptstadt des Kosovo, Pristina, wurden Augenzeugenberichte be-

kannt, denen zufolge die serbische Polizei Albaner gezielt umgebracht hat. EU-Außenkommissar Hans van den Broek mahnte bei einem Besuch des jugoslawischen Handelsministers Borislav Vukovic in Brüssel: „Die EU wird keine neue Eskalation auf dem Balkan dulden.“

Er forderte Milosevic zum Dialog mit den Separatisten im Kosovo auf. Der EU-Kommissar betonte allerdings, daß die Union die Forderungen nach Unabhängigkeit nicht unterstütze.

Europa: Seite 11

Kommunalwahlen in den Niederlanden

Ein wichtiger Test für die Haager Koalition

Von unserem
Korrespondenten
Thomas Roser, Utrecht

Heute wählen die Niederländer ihre neuen Kommunalparlamente. Zwei Monate vor den Parlamentswahlen liefern Regierung und Oppositionsparteien in Den Haag dem Umengang mit Spannung entgegen: In den Kommunalwahlen sehen vor allem die drei Partner der Regierungskoalition einen wichtigen Stimmungstest.

Umfragen zufolge kann vor allem die rechtliberale VVD von erhebliche Stimmengewinne von

fünf bis zehn Prozent rechnen, während die linksliberalen D'66 eine Halbierung ihres Anhangs fürchten muß. Leichte Gewinne werden für die sozialdemokratische PvdA von Premier Wim Kok prognostiziert.

Den oppositionellen Christdemokraten droht ein ähnlich schlechtes Ergebnis wie 1994. Auf Zugewinne dürfen hingegen die linken Oppositionsparteien hoffen.

Rechtsextreme und Alternativenpartei, die 1994 in überraschend großer Zahl in die Stadträte einzogen, spielen keine Rolle mehr zu spielen.

Fortsetzung: Seite 9

Euro: Jour-J



• Kulturissimo

Seite 19-22

• Fußball: UEFA-Pokalturniere im Viertelfinale

• Weiterhin Regen und stürmische Winde
Seite 11

TELECRAN

14 au 20 mars 1998

TELECRAN

12 14.3. - 20.3.1998

24 Extraseiten: **'98**
Möbelfestival

63F / 3 DM



**Angebot wächst
Luxemburg
im Web**

**John N. Elam
Der britische
Botschafter
in Luxemburg**

**SAT.1-Thriller
Gudrun
Landgrebe
im Opernball**



Sonderteil

Die
Vereidigung
von
Prinz Henri



Den Ierwgroussherzog Henri gët Lieutenant-représentant vum Grand-Duc

3. Mäerz 1998

Interview réalisée par
Maurice Molitor et
Guy Weber avec
Gilbert Trausch
sur Télé Luxembourg

Maurice Molitor:

Dir hutt ët um Générique gemierkt, dir mierkt ët och um Dekor, haut as keen Dag wéi déi aner, dësen 3. Mäerz 1998 as effektiv e markanten Datum fir eist Land, och wann d'Geschicht spéider eemol de 4. Mäerz zrëckbehale wäert, well mar geschitt am Fong réischt dat, wat haut ugekënnegt gouf: de Grand-Duc Jean huet decidéiert, säi Fils Henri Lieutenant-représentant ze maachen, a mar gët den Ierwgroussherzog an där neier Funktioun vereedegt.

Mir hu genuch Zäit am Kader vun dëser Spezial-emissioun drop anzegoen, wat dat elo an der Praxis bedeit. Am Studio begrëssen ech den Historiker Gilbert Trausch, dee wéi wuel kaum een anere Bescheid weess, iwer eis d'Land, séng Geschicht a säin Herrscherhaus.

Mä loosse mir chronologesch virgoen, an dofir kucken a lauschtere mir eis virop mol d'Déclaratioun un, déi de Staatsminister Jean-Claude Juncker de Mëtteg, punkt 3 Auer virun der Châmber gemaach huet, an an där hien de Volléksvertrieeder an domatt dem ganze Land d'Décisioun vum Grand-Duc matgedeelt huet:

Déclaratioun vum Staatsminister
Jean-Claude Juncker.....
Usprooch vum Grand-Duc.....

Maurice Molitor:

Fir et nach eemol ganz kloer ze maachen, de Grand-Duc bleiwt Grand-Duc, Staatschef mat all sénge Pouvoiren, Hien delegéiert jhust eenzel Pouvoiren u Säin Lieutenant-représentant, den Ierwgroussherzog Henri, ouni déi Pouvoiren dofir awer selwer ofze gin.

Mat der Vereedigung vum Lieutenant-représentant mar gët eng Iwergangszäit agelaut. Den Ierwgroussherzog kritt d'Geleënheet, sech lues a lues op séng zukünfteg Aufgaben als nächste Staatschef virzebereeden. De Groussherzog Jean wënscht dee fléissenden Iwergang ausdrécklech, hien huet sech aus fräie Stécker dofir entscheed. Eis Constitutioun bidd him déi Méiglechkeet, si schreiw se awer nët vir, 't as also keng Obligatioun, wéi de Guy Weber explizéiert:

Guy Weber:

D'Lieutenance as eng Institutioun, déi am Artikel 42 vun eiser Constitutioun festgeschriwen as: "Le Grand-Duc peut se faire représenter par un Prince du sang qui aura le titre de lieutenant du Grand-Duc et résidera dans le Grand-Duché."

Den Ierwgroussherzog Henri gët also als Lieutenant-représentant, Stellvertrieeder vum Groussherzog Jean. Den Ierwgroussherzog gët an den Exercice vum Pouvoir agebonnen, den Ierwgroussherzog kritt verschidden groussherzoglech Prérogativen vum

Grand-Duc delegéiert. Et as dem Grand-Duc virbehalen, déi genee Modalitéite vun der Lieutenance ze definéieren. D'Lieutenance as eng Bedeelegung, eng Associatioun un de groussherzogleche Pouvoiren. E Beispill aus der virechter Lieutenance, fir dat z'illustréieren: E Règlement Grand-Ducal gët am Numm vun der deemoleger Groussherzogin Charlotte arrêteiert, ënnerschriwen gët deen Text vun dem deemolege Lieutenant-représentant, an deemolegen Ierwgroussherzog Jean. De Lieutenant-représentant kann deemno Gesetzer ënnerschriwen, déi am Numm vum Grand-Duc ausgeschafft an an der Châmber gestëmmt goufen. Als Lieutenant-représentant empfänkt den Ierwgroussherzog Henri an d'Zukunft all véierzéng Deg de Premier an Audienz, fir sech iwert déi lafend Regirungsgeschäfte an d'Bild ze setzen. De Staatsminister gesäit awer och an regelméissegem Ofstänn de Grand-Duc selwer. De Grand-Duc bleiwt nämlech Staatschef, als Staatschef empfänkt de Groussherzog weider d'Staatschefen op Staats- oder offizieller Visite, an de Grand-Duc vertritt d'Land op Staatsvisiten am Ausland. De Lieutenant-représentant empfänkt fir säin Deel Regirungschefen an Ausseministerten, déi op offiziell Visite op Lëtzebuerg kommen. De Grand-Duc bleiwt als Chef vun der Groussherzoglecher Famill verantwortlech fir déi groussherzoglech Domainen, de Grand-Duc bleiwt och Kommandant vun der Force Publique.

Maurice Molitor:

D'Lieutenance vum Ierwgroussherzog Henri as oder gët déi

fënneft an der Geschicht vun eisem Land. Déi éischt geet zrëck op 1850, wéi den Hollännesche Kinnek Wëllem den Drëtten säi Brudder, de Prënz Hari Lieutenant gemaach huet, natierlech nët ouni Grond, an dee Grond weist och, wou d'Lieutenance historesch hir-kënnt.

Gilbert Tausch:

De Grand-Duc, Kinnek vun Holland, deen huet jo nët zu Lëtzebuerg residéiert, dee war a séngem Palais zu La Haye, an duerfir huet hien 1850 decidéiert, ee Mëmber vu sénger Famill, säi Brudder op Lëtzebuerg ze schécken, mat verschiddenen Hinterabsichten, Absichten, hie wollt éischstens, datt deen zu Lëtzebuerg d'Rechter vun der Kroun sollt verteidegen, hien wollt awer och, datt deen géng déi wirklech Bedürfnisser vum Land kenneléieren, an dann drëttens och duerch d'Präsenz vun engem Prënz zu Lëtzebuerg den Attachement vun der Populatioun un d'Dynastie, un d'Monarchie stäerken. An de Prënz Henri, oder wéi mir soen, de Prënz Hari as aussergewöhnlech beléift zu Lëtzebuerg gewiescht, hien huet am Schloss zu Wallfer residéiert, hie war e gudden Deel vum Joër ëmmer bei eis, an hien huet déi Lieutenantance 29 Joër bis zu séngem Dout ausgeübt.

Maurice Molitor:

Déi aner Lieutenantancen haten weéneeg aner Hannergrënn.

Déi zweet zum Beispill war déi vum Prënz Guillaume. Säi Papp, den Grand-Duc Adolphe, huet

hien zu séngem Stellvertreder gemaach, wéi säin héigen Alter vu 85 Joer him d'Regéieren ëmmer méi schwéier gemaach huet. De 4. Abrëll 1902 gouf de Prënz Guillaume Lieutenant, hien as ët dräi an en halleft Joër laang bliwen, bis zum Dout vu séngem Papp am November 1905, du gouf hien selwer Groussherzog. Hie war dat awer nët laang, nëmme knapps dräi Joër. Séng ugeschloe Gesondheet huet hien am Mäerz 1908 forcéiert, senger Fra, der Grande-Duchesse Marie-Anne d'Staatsgeschäfte z'iwerdroen.

Déi drëtt Lieutenantance an eiser Geschicht huet 8 Méint gedauert. Am November dat selwecht Joër as de Groussherzog Guillaume de Véierten gestuerwen, séng Fra, d'Marie-Anne, d'Mamm iwwerhollt vum der Grande-Duchesse Charlotte, huet d'Staatsgeschäfte duerno als Régente virugeféiert. Déi Régence, wouran ënnerscheed déi sech vun der Lieutenantance?

Gilbert Tausch:

Bei der Lieutenantance, do iwerdréit de Grand-Duc een Deel vu séngem Pouvoir op säi Représentant, wat am Fall vu Lëtzebuerg gewéinlech de Fils war, den Ierwgroussherzog. D'Régence gëtt ugewandt, wann de Groussherzog séng Fonktioune als Chef d'État nët méi kann ausüben, wann e krank as, schwéier krank as, wéi dat de Fall beim Guillaume war, oder awer wann den Héritier vum Troun nach mannerjäreg as, zum Beispill, wéi den Grand-Duc Guillaume 1912 gestuerwen as, du sollt séng Duechter him op den Troun folgen, d'Marie-

Adelheid, dat hat ewer nach keng 18 Joër, du huet wärend dene 6 Méint, d'Mamm, d'Marie-Anne d'Régence ausgeübt, a wéi d'Marie-Adelheid 18 Joër hat, dun as si Grande-Duchesse gin.

Maurice Molitor:

D'Grande-Duchesse Charlotte huet der Lieutenantance du gewëssermoossen eng aner Interpretatioun gin, wéi si hire Fils, de Prënz Jean 1961 Lieutenant-représentant gemaach huet. De Jay Schiltz huet Dokumenter vun deemools zesummegestalt:

Am Portrait sin 2 Funktiounen vum Ierwgroussherzog ugeschwat gin, dass hien och als Lieutenant-représentant nach déi wirtschaftlech Interessen vun eisem Land vertritt, do gëtt et jo wuel kee Problem, mä kann den Ierwgroussherzog Henri Mëmber vum Staatsrot bleiwen?

Gilbert Tausch:

D'Verfassung seet näischt doriwer, d'Verfassung as ganz kuerz iwer de Lieutenant-représentant. Si definéiert séng Pouvoiren nët, sondern hien huet déi Pouvoiren, déi de Grand-Duc him iwerdréit. Mä wann ech mir géng iwerleën, als Représentant vum Grand-Duc huet en een Deel vum Pouvoir exécutif, huet e Pouvoir exécutif, de Staatsrot huet awer nach aner Funktiounen. Ech si kee Jurist, mä ech kënnt mir virstellen, dass dorauer awer Schwiregkete kënten entstoen, Ambiguitéiten. Et as nët u mir ze soen, wéi den Ierwgroussherzog, deen hien jo nach ëmmer as, sech an deem Fall soll behuelen.

Maurice Molitor:

Säi Papp huet 1961 aus dem Staatsrot op jiddfer Fall demissionéiert.

Gilbert Trausch:

Dann wäert hien et wahrscheinlech och sou maachen.

Maurice Molitor:

Déi eeler Generatioun huet sécher en anert Verhältnis zu der Groussherzogelecher Famill wéi déi jonk, dat kënnt wuel zu engem gudden Deel duerch de Krich, wou virun allem d'Grande-Duchesse Charlotte jo Symbol gouf fir Fridden a Fräiheet. Dat Schlüsselerliwensfeelt der Generatioun vun haut e bëssen, glécklecherweis muss ee soen, mä wat muss, wat kann den Ierwgroussherzog maachen, fir eng ähnlech enk Relatioun tëscht dem Haff an dem Land ze halen?

Gilbert Trausch:

Déi ganz enk Relatiounen sin iwert d'Malheur vun eisem Land natiirlech am Krich komm, wou ee Moment déi Idee, datt de Souverain de Symbol vum Land as eng wiirklech Realitéit, ech ging soen eng bluddeg Realitéit gin as.

Haut liewe mir an normalen Zäiten an dann as déi Idee, datt de Staatschef oder de Lieutenant d'Kontinuitéit vum Staat duerstellt, dat as relativ abstrakt, dat as relativ realitéitsfrem, an esou empfangen déi jonk Leit et, mä et muss een déi jonk Leit awer drop hiweisen, datt mir als Land gutt mat eiser Dynastie

gefuert sin, mir sin eent vun dene weénege Länner, déi an dësem Joërhonnert, säit 1919 nët de klengste Problem mat eisen Staatschefen hat, wat een nët kann vun allen anere Länner soen.

Mir hun och dat eleiten: an engem klenge Land, wou jiddferree jiddferree kennt, as et dach gutt, datt déi Fonktioun vum Staatschef aus deem Gehangel, de Streidereien vu Parteien erausgezu gët, well Parteien, déi schléissen noutwendigerweis Kompromissen of, an do kënnt een sech virstellen, datt déi zwou grouss Parteien sech dat gëngen deelen, déi eng krite de Premierminister, an déi aner krite de Staatschef.

Wat mir a wat een der Jugend och muss haut soen as, mir erwaarden vun eisem Grand-Duc, vum Lieutenant-représentant, datt en onparteiessch as, wat mir och wiirklech nët vun de Politiker erwaarde kënnen, och nët dāerfen, déi gehéieren enger Partei un, während de Staatschef an och de Lieutenant-représentant, dee fir all Lëtzebuerger do as. E gewielte Staatschef as ëmmer nëmme de Chef oder dee vun enger Majoritéit, awer nët onbedengt vum ganze Vollek.

Ech mengen, an der heutiger Situatioun spiren déi jonk Leit natiirlech dat nët esou direkt, mä ech mengen all Chef d'État, dee kënnt, bréngt säin eegene Stil mat, ech kënnt mir gutt virstellen, datt de Pränz Henri och mat séngem Stil och bei der Jugend gutt ukënnt, an hie gët jo a sénger Tāche gutt ënnerstëtzt vu sénger Fra d'Grande-Duchesse Héritière.

Maurice Molitor:

Fir d'Grande-Duchesse Joséphine Charlotte an d'Ierwgroussherzogin Maria Teresa ännert sech iwregens näischt duerch de Changement, deen haut ugekënnegt gouf.

Näischt ännert och, wat déi verschidden Residenzen vun der Groussherzogelecher Famill ubelaangt. Dat bedeit also, dass deen neien Lieutenant-représentant an d'Ierwgroussherzogin Maria Teresa zesummen mat hire fënnef Kanner zu Fëschbech am Schloss wunne bleiwen, do wou si zënter 1987 scho wunnen. Fëschbech as Privatbesëtz vun der Groussherzogelecher Famill. Déi Residenz war der Grande-Duchesse Charlotte besonnesch un d'Häerz gewuess, si hat sech no hirem Abdicatioun a bis zu hirem Doud dohinner zréckgezun.

D'Residenz vum Grand-Duc Jean a vun der Grande-Duchesse Joséphine Charlotte bleiwt d'Schlass zu Colmarbierg, dat Schlass as Propriétéit vum Lëtzebuerger Staat zënter 1934 a gët ëmmer dem jeweilegen Herrscher zur Verfügung gestallt. Deemno liewt déi Groussherzoglech Koppel zënter 1964 schon hannert dëse Maueren.

Offiziell Residenz a virun allem Aarbechtssëtz as de Palais am Häerz vun der Staat, an dat schon zënter 1890, grad sou laang wéi d'Dynastie vun den Nassauer un der Spëtzt vun eisem Land steet. Zënter dem Ofschloss vun de groussen Restauratiounsarbechten tëscht 91 a 97 baussen a bannenan as dee Palais jo neess e richteg

Bijou. Hei huet de Grand-Duc säi Büro, och dem Ierwgroussherzog säi Schreiwdeesch steet am Palais. A Klammere sief awer gesot, dass hien, elo wou hie Lieutenant gët, en neien an wéi ët schénge méi e grouss Büro am Palais bezéie wäert.

Vereedigung am Palais 4. März 1998

Maurice Molitor:

Den Ierwgroussherzog Henri kënnt eran zesummen mam Staatsminister Jean-Claude Juncker a mam Maréchal de La Cour, dem Här Henri Ahlborn. Elo wäert gläich de Châmbrepräsident Jean Spautz d'Wuert un hie riichten.

Jean Spautz....

Eedesleeschduug....

Applaudissementer vun der Députatioun, an elo wäert den neien Lieutenant-représentant äntwerten.

Äntwert vum neien Lieutenant-représentant.....

Maurice Molitor:

Elo gët de Protokoll vun där Zeremonie ënnerschriwen vum Châmbrepräsident Jean Spautz, dee Protokoll gët dann de Mëtteg am Plenum vun der Châmbre virgelies.

Och de Greffier Jean Wagener setzt séng Ënnerschrëft ënnert dat Dokument.

Här Trausch, eis Dynastie as engk mam Land verbonnen, d'Land as engk mat der Dynastie verbonnen, an dorun wäert sech elo näischt änneren.

Gilbert Trausch:

Ech gleew kaum. D'Dynastie as engk mam Land, ech géng soen mat der Geschicht vum Land verbonnen. D'Dynastie geet zréck op d'Originen vun eisem Grand-Duché. Eist Grossherzogtum as 1815 um Wiener Kongress geschaf gin als selbstännege Staat, an um Wiener Kongress as och scho gesot gin, datt dat Grossherzogtum un d'Dynastie vun den Nassauer kéim als hire Familjebesëtzer.

Maurice Molitor:

Wann ech lech kuerz därëf ënnerbriechen. Den Grand-Duc an d'Grande-Duchesse sin elo an d'Salle des Fêtes erakomm fir hirem Fils ze felicitéieren, fir déi nei Aufgaben, elo as ët un der Ierwgroussherzogin Maria Teresa an um Pränz Guillaume, deen, wee weess, vläicht eng Kéier op déi selwecht Façon ageleet gët a séng zukünfteg Responsabilitéiten. Kann dat elo eng Traditioun gin?

Gilbert Trausch:

Ech géng unhuelen, an et as eng gutt Traditioun. Mä fir elo zréckzekommen, also mir sin engk als Land mam Wiener Kongress a mat den Nassauer verbonnen, allerdéngs deemools war den Souverain Kinnek vun den Niederlanden a Groussherzog vu Lëtzebuerg, an dat war op d'Dauer keng gutt Solutioun fir eis, well et sin Interessenkonflikten tëschent Holland a Lëtzebuerg komm, an duerfir war et fir d'Land eng gutt Saach, wéi 1890 déi Trennung koom.

An déi Trennung, déi as komm duerch een Erbpakt, e Pacte de Famille vun den eenzelnen Nassauer Familien, dee gesot huet, wann an enger Liniën de Mannesstamm géng ausstierwen, da géng hire Familjebesëtzer an déi nächst Linn iwwergoen. 1890 as de Guillaume den Drëtten gestuerwen, hien hat e Meedchen, d'Wilhelmine, dat as Kinnegin vun Holland gin, mä Lëtzebuerg a säi Familjebesëtzer as iwwergang un déi nächst Branche vun de Nassauer, Nassauer-Weilburg, an dat war den Herzog vun Nassau, den Adolphe, a säithir hu mir eis eegen Dynastie fir eis, an ech mengen, dat as e groussen Avantage fir d'Land gewiescht, mir konnten och no baussen méi als selbstännege Land oprieden. D'Dynastie war d'Symbol, datt Lëtzebuerg ee separaten, onofhängegen, souveräne Staat as, a mir sin bis haut gutt mat eiser Dynastie gefuer.

Maurice Molitor:

En neie Regne kënnegt sech elo un, kritt d'Monarchie, kritt d'Dynastie doduerch eng nei Legitimatioun, muss se sech déi erschaffen?

Gilbert Trausch:

D'Legitimatioun as eppes ganz Komplexes, eleng formell gesin, geet d'Legitimitéit vum Grand-Duc zréck op déi eenzel Verträge, dat kënnt bis op de Wiener Kongress. De Wiener Kongress, den Traité vun 1867, an den Erbpakt, vun deem ech elo geschwat hun vun 1783, sin alleguerten an der Constitutioun vun 1868 opgezielt. Dat as eng Legitimitéit, an dat as déi formell Legitimitéit.

Et gët eng aner Legitimitéit vun der Monarchie haut, an déi läit am Vollék. Eng Dynastie muss vum Vollék akzeptéiert gin, a wann dat de Fall as, dann as se legitim. Mir hu jo hei am Land déi eegenaarteg Situatioun, datt eis Dynastie sech eemol de Wahlen huet missen stellen. Mir haten 1919 e Referendum, wou d'Lëtzebuerger konnte wielen tëschent dem Maintien vun der Dynastie mat der Grande-Duchesse Charlotte oder d'Republik, deemools hun se zu 78% fir d'Monarchie gestëmmt, et as also bei eis nët eng Dynastie, wéi et an de Formele steet: "Par la grâce de Dieu - Gottes Gnadentum" - do gleeuwen nët méi vill Leit drun, mä si as baséiert op de Wëllen vum lëtzebuerger Vollék. Ech mengen do as déi déif Legitimitéit, déi muss allerdéngs sech all Groussherzog nei erkämpfen.

Maurice Molitor:

Den neien Lieutenant-représentant hält an dese Minutten

d'Félicitatiounen vun der Châmbredeputatioun entgéint. Wéi geet et elo virun? Nun als éischt Amtshandlung wäert den Ierw-groussherzog Henri als Lieutenant-représentant haut de mëtteg um halwer dräi de Staatsminister Jean-Claude Juncker an Audienz empfänken, an et as dermatt ze rechnen, dass hien an den éischten Deeg elo Verrieder vun alle Forces vives de la Nation empfänke wäert, sou wéi säi Papp dat och gemaach hat 1961, wéi hien Lieutenant-représentant gouf.

No där Zeremonie as elo am Palais nach eng kleng Réceptioun zu Éieren vun dem neien Lieutenant-représentant, vun där Réceptioun sin eis Kame-raën a Mikroën natiirlech ausgeschloss. 'T geet lues a lues op een Enn. Ech géif proposéieren, dass mir eis och elo aus der Iwerdroung rausschalten, nach jhust vläicht déi Gruppephoto mathuelen, déi elo gemaach gët: de Lieutenant-représentant, d'Verrieder vun der Groussher-

zoglecher Famill mam Grand-Duc un der Spëtzt natiirlech, den Staatsminister Jean-Claude Juncker, de Maréchal de la Cour an d'Députatioun vun der Châmbre, déi also am Numm vum ganze Lëtzebuerger Land, vum Lëtzebuerger Vollek deen Eed elo grad entgéint geholl huet.

Op dësem souwisou scho besonneschen Dag krut déi Groussherzoglech Famill och nach eng ganz freedeg Nouvelle, am fréie Moien kouw nämlech de kleng Prënz Paul Louis Jean Marie Guillaume op d'Welt, dat éischt Kand vun der Prinzessin Sybilla a vum Prënz Guillaume. Der Mamm an dem Puppelche geet et gutt. Nach eemol eis Félicitatiounen fir déi bestëmmt glécklech Elteren a Grousselteren. De Paul Louis as schon hiirt 18. Enkelkand.

Le remaniement ministériel

10-20 janvier 1993

Le remaniement ministériel

du 30 janvier 1998

Un remaniement ministériel a été effectué le 30 janvier 1998, suite à la démission des ministres Marc Fischbach et Johny Lahure. Monsieur Marc Fischbach, dont la candidature pour le mandat à la Cour Européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg avait été rendue publique le 7 novembre 1997, a été élu le 27 janvier 1998 juge à cette Cour qui siègera à partir de novembre 1998 à Strasbourg. Monsieur Johny Lahure avait annoncé sa démission comme ministre de la Santé et ministre de l'Environnement le 22 janvier 1998. Par arrêtés grand-ducaux du 30 janvier 1998, Son Altesse Royale le Grand-Duc a accordé démission honorable, sur leur demande, avec effet au 4 février 1998, à Monsieur Marc Fischbach, Ministre de la Justice, Ministre du Budget, Ministre aux Relations avec le Parlement, et à Monsieur Johny Lahure, Ministre de la Santé, Ministre de l'Environnement. Dans la matinée du 30 janvier 1998, Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience de congé, au Palais grand-ducal, Monsieur Marc Fischbach et Monsieur Johny Lahure. Par arrêté grand-ducal du 30 janvier 1998, Monsieur Georges Wohlfart, Secrétaire d'État, et Monsieur Luc Frieden, avocat, ont été nommés ministres, et Madame Lydie Err, avocat, a été nommée Secrétaire d'État, avec effet au 4 février 1998.

Le 30 janvier 1998, Monsieur Luc Frieden et Madame Lydie Err ont prêté serment devant le Grand-Duc. La cérémonie d'assermentation s'est déroulée en présence de Monsieur Jean-Claude Juncker,

Premier Ministre, Monsieur Alex Bodry, Ministre, et Monsieur Georges Wohlfart, Secrétaire d'État.

Par arrêté grand-ducal du 30 janvier 1998, l'arrêté grand-ducal du 26 janvier 1995 portant attribution des départements ministériels a été modifié comme suit: le Ministère de l'Environnement est attribué à Monsieur Alex Bodry, le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Éducation physique et des Sports sont attribués à Monsieur Georges Wohlfart, le Ministère de la Justice est attribué à Monsieur Luc Frieden, qui en outre est chargé du Budget et des Relations avec le Parlement. Monsieur Frieden est également chargé de coordonner les travaux gouvernementaux relatifs à l'introduction au Luxembourg de la monnaie unique européenne.

Enfin, par arrêté grand-ducal du 30 janvier 1998, délégation de compétence est donnée à Madame Lydie Err, Secrétaire d'État, pour les affaires suivantes relevant du Ministère des Affaires Étrangères, du Commerce exté-



Premier entretien professionnel entre Madame Lydie Err et Monsieur Luc Frieden

rieur et de la Coopération: coordination de la promotion commerciale à l'étranger; régime de politique commerciale; office des Licences; relations avec les organisations non gouvernementales.

Au cours de la séance publique de la Chambre des Députés du 11 février 1998, Madame Romy Bruck-Roth a succédé à Monsieur Luc Frieden, et au cours de la séance publique du 3 mars 1998 Monsieur Alphonse Grimler a pris la succession de Madame Lydie Err.



S.A.R. le Grand-Duc Jean et Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, entourés des nouveaux membres du Gouvernement: Madame Lydie Err, Secrétaire d'État, les ministres Monsieur Georges Wohlfart, Monsieur Alex Bodry et Monsieur Luc Frieden

**Monsieur Luc FRIEDEN,
Ministre de la Justice,
Ministre du Budget,
Ministre aux Relations
avec le Parlement**

Monsieur Luc FRIEDEN est né à Esch-sur-Alzette le 16 septembre 1963.

Après ses études primaires à Esch-sur-Alzette, il poursuit ses études secondaires au Lycée de Garçons à Esch et à l'Athénée de Luxembourg où il obtient en 1982 le diplôme de fin d'études secondaires (section classiques-économiques).

Il fait ensuite des études de droit au Centre Universitaire de Luxembourg et à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), où il obtient en 1986 une Maîtrise en Droit des Affaires.

En 1987, il devient Master of Comparative Law and Legal Philosophy de l'Université de Cambridge (Royaume-Uni) et en 1988 Master of Laws de la Harvard Law School aux États-Unis.



Monsieur Luc Frieden, ministre de la Justice, ministre du Budget, ministre aux relations avec le parlement (et informellement ministre Euro)

Pendant ses études post-universitaires, il écrit un mémoire sur le sujet «Media Newsgathering by Satellites» qui est publié en 1989 par le Stanford Journal of International Law. Il suit également des cours à la John F. Kennedy School of Government de l'Université de Harvard.

De 1989 à 1998, Monsieur Luc Frieden est avocat au barreau de Luxembourg. Il enseigne le droit public luxembourgeois au Centre Universitaire de Luxembourg et est l'auteur de plusieurs articles sur le droit bancaire et le droit constitutionnel. De 1981 à 1994, il commente régulièrement des sujets juridiques et de politique étrangère sur la radio luxembourgeoise RTL. Il est membre agrégé de l'Institut Grand-Ducal, section des sciences morales et politiques.

Élu député de la circonscription Centre sur la liste du Parti Chrétien Social aux élections législatives du 12 juin 1994, Monsieur Luc Frieden siège à la Chambre des Députés de juillet 1994 à février 1998. Il y assume notamment les fonctions de Président de la Commission des Finances et du Budget ainsi que de Président de la Commission des Institutions et de la Révision Constitutionnelle.

Depuis le 4 février 1998, Monsieur Luc Frieden est Ministre de la Justice, Ministre du Budget et Ministre aux Relations avec le Parlement. Il est également chargé de coordonner les travaux gouvernementaux relatifs à l'introduction au Luxembourg de la monnaie unique européenne.

Monsieur Luc Frieden est marié et père de deux enfants.

**Madame Lydie ERR
Secrétaire d'État
aux Affaires étrangères,
au Commerce extérieur
et à la Coopération
Secrétaire d'État
aux Travaux publics**

Madame Lydie Err est née le 23 avril 1949 à Pétange. Après ses études primaires elle obtient le diplôme de fin d'études secondaires au Lycée de Jeunes Filles, actuellement Lycée Robert Schuman, en 1969.

Elle poursuit ses études supérieures à la Faculté de Droit de l'Université de Strasbourg et y obtient une maîtrise en Droit et puis le Diplôme des Hautes Études Européennes à l'Institut du même nom en 1975. Elle est assermentée comme avocate au printemps 1976 et elle exerce son métier d'avocate au barreau de Luxembourg depuis lors jusqu'à sa nomination au gouvernement.

Élue aux élections communales de 1981 elle est conseillère communale à Pétange de 1981-1985; députée de la circonscription Sud sur la liste du Parti Ouvrier Socialiste Luxembourgeois aux élections législatives de juin 1984, elle assume dès son élection jusqu'en 1989 les fonctions de Présidente de la Commission juridique de la Chambre des Députés.

De 1983-1994 elle présidait le Bureau national des Femmes Socialistes Luxembourgeoises et la commission de contrôle du Parti Ouvrier Socialiste Luxembourgeois. Depuis 1983 elle anime comme Présidente le Cercle Michel Delvaux des juristes

socialistes. En mars 1997 elle est élue au suffrage direct à la vice-présidence du P.O.S.L.

Réélue dans la circonscription Sud aux élections législatives de 1989 et de 1994, elle est Vice-Présidente de la Chambre des Députés de 1989-1991 et depuis 1989 jusqu'au 30 janvier 1998 elle y préside la Commission des Affaires étrangères et européennes. Pendant la même période elle était Présidente de la délégation luxembourgeoise de la COSAC (Conférence des Organes Spécialisés en Affaires Communautaires) qui se réunit une fois sous chaque présidence. En cette qualité elle a présidé à l'organisation, pendant deux présidences luxembourgeoises, des rencontres parlementaires tant au niveau européen qu'au niveau des affaires étrangères.

Pendant son activité au Parlement elle a été rapporteuse de sujets très divers tels que le Traité

de Maastricht, l'élargissement de l'Union Européenne, le Pavillon maritime luxembourgeois, les Accords de Schengen, la sécurité publique, la lutte contre la toxicomanie, la convention des droits de l'enfant, ainsi qu'en général de sujets ayant trait au droit pénal et aux affaires européennes et étrangères.

À part les affaires juridiques, les affaires étrangères et européennes, les questions de société lui tiennent à cœur. Aussi a-t-elle pris des initiatives parlementaires en ces matières.

Son engagement politique s'articule autour de la défense des droits de l'être humain. Son combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes était et reste persistant tout comme celui pour les catégories de citoyens que la société a tendance à marginaliser (comme par exemple les étrangers, les réfugiés, les toxicomanes, les prostituées, les détenus et autres).



Madame Lydie Err, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, au Commerce extérieur et à la Coopération, Secrétaire d'État pour les Affaires relevant du ministère des Travaux publics

Depuis 1991 Lydie Err a été membre de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée Parlementaire de l'Union de l'Europe Occidentale. De 1995-1996 elle y présida la Commission des Questions Juridiques et elle a été de 1996 à 1998 Présidente de la Commission des Droits de l'Homme. En 1997 elle était Vice-présidente de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe. Depuis la même date elle était à la tête de la délégation luxembourgeoise.

Le 30 janvier 1998 Lydie Err a été nommée Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, au Commerce extérieur et à la Coopération et Secrétaire d'État aux Travaux Publics et est entrée en fonctions le 4 février 1998.



Signature du Procès-verbal de la Prestation de Serment par Madame Lydie Err



Signature du Procès-verbal de la Prestation de Serment par S.A.R. le Grand-Duc Jean en présence de Messieurs Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, et Henri Ahlborn, Maréchal de la Cour



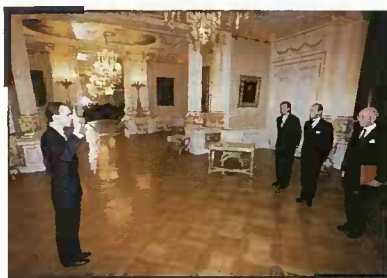
Monsieur Jacques Poos, Madame Lydie Err et Monsieur Georges Wohlfart lors de la passation de pouvoir



Monsieur Luc Frieden et Monsieur Marc Fischbach lors de la passation de pouvoir au ministère de la Justice



Signature du Procès-verbal de la Prestation de Serment par Monsieur Luc Frieden



Prestation de serment de Monsieur Luc Frieden



Signature du Procès-verbal de la Prestation de Serment par Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre



S.A.R. le Grand-Duc Jean et Monsieur Marc Fischbach



S.A.R. le Grand-Duc Jean et Monsieur Johny Lahure

Visites à **Luxembourg** et à **l'étranger**



Fig. 1. A person in a dark, textured garment, possibly a coat or dress, standing in a dimly lit environment.



Fig. 2. A person in a dark, textured garment, possibly a coat or dress, standing in a dimly lit environment.



Fig. 3. A person in a dark, textured garment, possibly a coat or dress, standing in a dimly lit environment.



Fig. 4. A person in a dark, textured garment, possibly a coat or dress, standing in a dimly lit environment.



Fig. 5. A person in a dark, textured garment, possibly a coat or dress, standing in a dimly lit environment.



Fig. 6. A person in a dark, textured garment, possibly a coat or dress, standing in a dimly lit environment.



Fig. 7. Two people in dark, textured garments, possibly coats or dresses, standing in a dimly lit environment. The image is oriented horizontally but appears to be a vertical photograph rotated 90 degrees clockwise.

Visite officielle du Premier Ministre de la République populaire de Chine, Li Peng, à Luxembourg,

les 12 et 13 février 1998



Arrivée de Monsieur Li Peng, Premier Ministre de la République Populaire de Chine, à l'aéroport de Luxembourg en compagnie de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre

Sur invitation du Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, le Premier ministre de la République Populaire de Chine, Monsieur Li Peng, a effectué une visite officielle au Luxembourg les 12 et 13 février 1998.

Monsieur Li Peng a été reçu en audience au Palais grand-ducal par Son Altesse Royale le Grand-Duc héritier, ainsi que par le Président de la Chambre des Députés, Monsieur Jean Spautz. Le Premier ministre chinois a également eu un entretien



S.A.R. le Grand-Duc Héritier et Monsieur Li Peng, Premier Ministre de la République Populaire de Chine



Monsieur Li Peng, Premier Ministre de la République Populaire de Chine, et Monsieur Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés

en tête-à-tête avec Monsieur Juncker, après quoi il a présidé une réunion de travail des délégations chinoise et luxembourgeoise.



Le Premier Ministre Jean-Claude Juncker et Monsieur Li Peng, Premier Ministre de la République Populaire de Chine

Monsieur Li Peng s'est par ailleurs rendu à l'aciérie électrique de Differdange, puis a donné une conférence de presse, conjointement avec son homologue luxembourgeois. Il en ressortit que les relations



Monsieur Li Peng et Monsieur Jean-Claude Juncker lors de la Conférence de presse

entre les deux pays se caractérisent par leur nature amicale et ouverte. Les deux pays s'accordent en outre sur leur volonté profonde de maintien de la paix sur le plan international. Monsieur Jean-Claude Juncker a souligné que le Grand-Duché soutiendrait la demande d'ad-



Signature de l'annexe à l'accord aérien entre la République Populaire de Chine et le Grand-Duché de Luxembourg par la Ministre des Transports, Madame Mady Delvaux-Stehres, et le Vice-Président de l'Administration Générale de l'aviation civile de Chine, Monsieur Wang Lian, en présence de Monsieur Li Peng et de Monsieur Jean-Claude Juncker

hésion de la Chine Populaire à l'organisation mondiale du commerce, et sa demande de reconnaissance comme statut d'économie de marché.



Visite de l'aciérie électrique de Differdange par Monsieur Li Peng

En marge de cette visite du Premier ministre chinois fut également signé l'annexe à l'accord aérien liant les deux pays depuis 1979.

Visite officielle du Premier ministre Jean-Claude JUNCKER en Fédération de Russie

du 26 au 28 janvier 1998

Le Premier ministre Jean-Claude JUNCKER, accompagné du Ministre de la Famille, Marie-Josée JACOBS, s'est rendu à Moscou et à Saint-Petersbourg du 26 au 28 janvier 1998 dans le cadre d'une visite officielle.

À l'ordre du jour de Monsieur JUNCKER se trouvaient des entretiens avec le Président Boris ELTSINE, le Premier ministre Victor TCHERNOMYDRINE et Alexandre ADVEIEV, ancien ambassadeur de l'URSS au Luxembourg.

En marge de cette visite du Premier Ministre luxembourgeois en Russie, le «Programme de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation et des sciences entre le gouvernement de la Fédération de Russie pour les années 1998, 1999 et 2000» a été signé par Monsieur ADVEIEV, vice-ministre, et Monsieur Guy DOKENDORF, Premier conseiller de gouvernement.

Ce programme qui inclut des initiatives, notamment, dans les domaines de la culture et des



La délégation luxembourgeoise entourant le Premier Ministre J.-Cl. Juncker lors de la visite en Fédération de Russie

arts, de l'éducation et des sciences prévoit, entre autres, des échanges d'étudiants et de professeurs russes des Conservatoires Tchaïkovski de Moscou et Rimsky-Korsakoff de Saint-Petersbourg et l'accueil de leurs homologues luxembourgeois dans ces institutions; des échanges de spécialistes dans le domaine des livres, d'expositions de la Bibliothèque d'État de Russie (Moscou), de la Bibliothèque nationale du Luxembourg sont également prévus.

Dans le cadre de sa visite, le premier ministre luxembourgeois a également inauguré l'exposition «Présences de la photographie au Luxembourg, œuvres historiques et contemporaines» au Musée d'État de la ville de Saint-Petersbourg. Cette exposition, constituait tout d'abord une sélection des œuvres restaurées par le Centre national de l'audiovisuel de Luxembourg de l'exposition «The Bitter Years» d'Edward Steichen, exposition dédiée à la Dépression des années 30 aux États-Unis. La seconde partie de l'exposition était consacrée à cinq jeunes photographes luxembourgeois: Patricia WOHL, qui travaille avec des personnes handicapées; Yvan KLEIN, pour qui la forêt

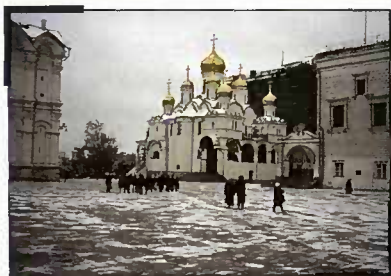
est un des éléments marquants du paysage luxembourgeois; Yvan LAMBERT, grand voyageur, qui rend hommage à des lieux qui ont été des «lieux frontières»; Michèle MEDINGER, autodidacte, qui met en scène des natures mortes dans de vieilles caisses en bois, et Joseph TOMASSINI, photographe qui poursuit inlassablement son enquête de la condition ouvrière. Ces photos avaient été réalisées dans le cadre de la fermeture de la filière classique de la production du fer en été 1997.

Rencontre Bodry-Richard

Le 25 février 1998, M. Alex Bodry, Ministre de la Force publique, s'est rendu à Paris pour une réunion de travail avec le Ministre français de la Défense, Alain Richard. Il était accompagné par le chef d'état-major de l'Armée luxembourgeoise, le colonel Michel Gretsich.

Lors d'une cérémonie officielle, Monsieur Bodry a remis les insignes de Grand Officier de l'Ordre du Mérite du Grand-Duché du Luxembourg au chef d'état-major de l'Armée française, le général Michel Douin.

La rencontre entre les deux ministres a été consacrée à un certain nombre de sujets bilatéraux et internationaux en matière de sécurité et de défense, en particulier la crise irakienne. Ainsi, Monsieur Alex Bodry s'est déclaré satisfait des résultats globalement positifs obtenus par le Secrétaire Général de l'ONU, lors de sa mission à Bagdad.



Moscou

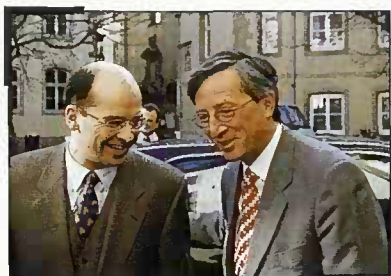
Les deux hommes ont également parlé de la participation éventuelle de l'Eurocorps à la force de suivi de la SFOR en Bosnie. Le ministre luxembourgeois a réaffirmé la volonté de Luxembourg de poursuivre la participation de son pays au sein de la force multinationale en Bosnie, sous l'égide de l'OTAN.

Visite de travail de Dr. Mario FRICK, chef du gouvernement de la principauté du Liechtenstein

Le Premier ministre, Jean-Claude JUNCKER, a reçu le Dr. Mario FRICK, chef du gouvernement de la principauté du Liechtenstein, pour une entrevue au Ministère d'État, le mercredi 18 février 1998.

Au centre de cette rencontre se trouvaient les questions diverses portant sur l'intégration européenne. Le Liechtenstein fait partie, ensemble avec les États de l'AELE, l'Islande et la Norvège, de l'Espace économique européen qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994 et auquel appartiennent également les 15 pays membres de l'UE.

Au cours de sa visite au Grand-Duché, le Dr. Mario FRICK a



Monsieur Jean-Claude Juncker et le Docteur Mario Frick, chef du Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein



MM. Juncker et Villinger, accompagnés des membres de la délégation helvétique

également visité la cour de justice de l'AELE au Kirchberg, dont le siège se trouve au Luxembourg depuis le 1^{er} septembre 1996.

Visite de travail de Monsieur Kaspar VILLINGER, Ministre des Finances de la Confédération helvétique

Le jeudi 19 février 1998, le Premier ministre Jean-Claude JUNCKER a reçu en visite de travail Monsieur Kaspar VILLINGER, Ministre des Finances de la Confédération helvétique. Cette rencontre entre les deux hommes politiques était placée entièrement sous le signe de la politique fiscale.

Parmi les thèmes abordés lors de cet entretien, se trouvaient, entre autres, le bilan de l'accord bilatéral contre la double taxation de 1992, la préparation de la réunion des Ministres de l'économie de l'OCDE et les négociations bilatérales entre la Suisse et l'Union européenne.

Visite de travail du ministre des Finances hongrois

Les 23 et 24 février 1998, Peter MEDGYESSY, Ministre des Finances de la République de Hongrie, a séjourné à Luxembourg dans le cadre d'une visite de travail.

Une rencontre a eu lieu entre Messieurs JUNCKER et MEDGYESSY, au cours de laquelle les deux hommes politiques ont discuté, entre autres, des relations bilatérales entre les deux pays, ainsi que de la situation économique hongroise.

En marge de sa visite, le Ministre des Finances hongrois a signé une convention de crédit d'un montant de 100 millions d'ECU, avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et la banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Cette somme sera dédiée à la rénovation des chemins de fer hongrois. Le Ministre a également rendu visite à des entreprises luxembourgeoises et hongroises.

Divers

Divers

Réunion interparlementaire sur les énergies nouvelles dans l'Union Européenne

Sur invitation du Parlement Européen, le Ministre de l'Énergie, Robert GOEBBELS, a participé en sa double qualité de président sortant du Conseil Énergie de l'Union Européenne et de président d'honneur d'EUFORES, association de parlementaires européens s'occupant de la promotion d'énergies renouvelables, à la réunion interparlementaire sur les énergies nouvelles dans l'Union Européenne, qui s'est tenue du 16 au 18 janvier 1998 aux Îles Canaries en Espagne. Monsieur GOEBBELS a notamment prononcé un discours au sujet du livre blanc de la Commission Européenne sur les énergies du futur.

Visite du Dr. Peter PIOT, Directeur exécutif de l'ONUSIDA

Le Docteur Peter PIOT, Directeur exécutif de l'ONUSIDA, a visité le Luxembourg le lundi 9 février 1998. Il a été reçu par le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération, Mme Lydie ERR.

ONUSIDA, ou programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA, a été créé le 1^{er} janvier 1996 afin de faire face à cette épidémie. Le but du programme, au niveau des pays, est de renforcer la capacité nationale d'édifier une action élargie, multisectorielle contre le VIH/SIDA. Le programme soutient la

recherche pour la mise au point d'outils nouveaux et de techniques novatrices, en vue de ralentir la propagation du VIH et d'améliorer la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH/SIDA.

Madame ERR a souligné qu'il est nécessaire d'élargir les bases de la riposte à l'épidémie pour prendre appui sur des secteurs allant de la santé au développement économique. Le Luxembourg a prévu des aides au niveau aussi bien bilatéral que multilatéral.

Conférence du Dr. Peter PIOT, Directeur exécutif de l'ONUSIDA, au sujet de «L'impact de l'épidémie du SIDA dans le monde et les stratégies de contrôle»

Le Dr Peter PIOT, Directeur exécutif de l'ONUSIDA et Sous-Secrétaire général des Nations Unies, Programme Commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA, a tenu une conféren-

ce le lundi 9 février 1998 sur le thème de la problématique de l'impact de l'épidémie du SIDA dans le monde et les stratégies de contrôle.

La conférence a eu lieu au Centre des Conférences au Kirchberg. Elle a été organisée par le Ministère des Affaires étrangères, Service de la Coopération, avec le soutien du Service des Maladies Infectieuses du CHL.

L'ONUSIDA et l'OMS, l'Organisation Mondiale de la Santé, estiment à présent que 5,8 millions de personnes ont été infectées en 1997, soit une moyenne de 16.000 par jour. Le nombre de personnes vivant actuellement avec le VIH est maintenant estimé à plus de 30 millions de personnes, soit un adulte sur 100 dans le monde. Si les taux de transmission se maintiennent à leur niveau actuel, le chiffre s'élèvera à 40 millions d'ici à l'an 2000.

L'épidémie touche durement les pays en développement, où



Madame Lydie ERR et le Docteur Peter Piot lors de leur conférence de presse commune

vivent plus de 90 % des personnes infectées. Le nombre de décès dus au SIDA en 1997 est estimé à 2,3 millions de personnes, ce qui représente une augmentation de 50 % par rapport à l'année précédente. Or, le plein effet de l'épidémie sur la mortalité commence tout juste à se faire sentir.

Jean-Claude JUNCKER élu Européen de l'année 1997

Le mardi 3 février 1998 a eu lieu au Centre de conférences internationales à Paris, en présence de nombreux invités du monde politique et des médias d'opinion, la remise des prix aux lauréats du «politique de l'Année» désignés par un jury de journalistes politiques parmi lesquels se trouvent Arlette CHABOT de France2, Claire CHAZAL de TF1, Michèle COTTA

de RTL ou encore Olivier BIFFAUD du Monde.

Organisée par la presse parlementaire française, cette action vise à «saluer l'action, le professionnalisme et le sens politique de personnalités s'étant particulièrement illustrées durant l'année 1997».

Le prix de «L'Européen de l'année» a été décerné par le jury au Premier ministre Jean-Claude JUNCKER pour l'ensemble de son action européenne et plus particulièrement celle qui a marqué la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union Européenne. Ce prix prestigieux était revenu par le passé à des personnalités comme Simone VEIL ou Helmut KOHL.

C'est le Premier ministre français, Lionel JOSPIN, qui est lauréat du prix de «L'homme politique de l'année».



Les lauréats du «politique de l'Année»: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Monsieur Lionel Jospin, Premier Ministre de la République de France, et Monsieur Claude Allègre, Ministre français de l'Education

Distinction de la Fondation du Mérite européen pour le Premier Ministre Jean-Claude Juncker et Mgr Fernand Franck



Remise de la médaille d'or du Mérite européen par le Premier Ministre honoraire, Monsieur Pierre Werner à Monsieur Jean-Claude Juncker

Lors d'une séance académique qui s'est tenue le vendredi 16 janvier 1998 à la Villa Louvigny, la Fondation du Mérite européen a remis la médaille d'or du Mérite européen au Premier Ministre Jean-Claude Juncker et à Mgr Fernand Franck, l'archevêque de Luxembourg.

Créée il y a trente ans par François Visine, la Fondation du



Les deux lauréats, Monsieur Jean-Claude Juncker et Mgr Fernand Franck



Le Président du conseil d'administration, Monsieur André Heiderscheid, le Vice-président du directoire de la Fondation, Monsieur Bruno Turbang, l'archevêque de Luxembourg, Mgr Fernand Franck, le Premier Ministre honoraire, Monsieur Pierre Werner, le Premier Ministre, Monsieur Jean-Claude Juncker, et le Président du directoire de la Fondation, Monsieur Vincent Fally

Mérite européen a pour objet «d'entreprendre toutes activités susceptibles de contribuer à faciliter la prise de conscience européenne nécessaire à la réalisation progressive d'une Union européenne existentielle à vocation humaniste et d'offrir le Mérite européen, distinction spécifique et propre de l'Établissement». Chaque année, une ou plusieurs personnalités sont ainsi honorées pour leur engagement particulier en faveur de la construction européenne.

Nouvelles de la Cour

Le 5 février 1998, lors de la 107^e session du CIO à Nagano, au Japon, Son Altesse Royale le Grand-Duc a demandé à être déchargé de son mandat de membre du comité exécutif du Comité International Olympique. Son Altesse Royale avait été nommée membre de ce comité en 1946 à Lausanne. Dans le cadre d'une cérémonie, le

Grand-Duc a été décoré de l'Ordre Olympique en Or et le titre de «Doyen honoraire» Lui a été conféré.

Le même jour, Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier a été coopté comme nouveau membre du comité exécutif du CIO.

Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier au World Economic Forum à Davos (Suisse)

Les 29 et 30 janvier 1998 Son Altesse Royale le Prince Henri, en sa qualité de Président d'Honneur du Board of Economic Development, a participé au Forum Économique Mondial qui s'est déroulé à Davos. Il y a été l'invité d'honneur d'un dîner offert par la CEDEL pour un groupe de banquiers internationaux. À cette occasion, le Prince Henri a prononcé un discours intitulé «Luxembourg ready for challenges of the year 2000». Il y a esquissé un historique de l'économie luxembourgeoise, commençant par l'industrialisation au cours du siècle dernier. Par la suite, il a évoqué la diversification après la crise sidérurgique des années 70. En conclusion, il a attiré l'attention sur les potentialités et les atouts du Grand-Duché au seuil du 21^e siècle.



S.A.R. le Grand-Duc Héritier en présence de Monsieur Robert R. Douglas, Président de la CEDEL, et Monsieur André Lussi, Président du groupe CEDEL, lors de la remise d'un chèque au profit du Galapagos Darwin Trust

À la fin du dîner, Monsieur André Lussi, Président du comité de direction du CEDEL GROUP a remis un chèque à Son Altesse Royale au profit du Galapagos Darwin Trust Luxembourg, dont le Prince est le Président.

Réception de Nouvel An pour la presse luxembourgeoise

Lors de la réception de Nouvel An pour la presse luxembourgeoise à la Maison de Cassal, le Premier ministre Jean-Claude JUNCKER a distribué des cartes de presse à douze nouveaux journalistes qui désormais peuvent se prévaloir de leur statut professionnel:

Anouk ANTHONY (Luxemburger Wort), Denis BERCHE (Le Jeudi), Nadine ENTRINGER (free-lance, 100,7), Yann FIGUET (free-lance, RTL), Marc GERGES (d'Letzeburger Land), Anne HENNEQUI (100,7), Carole KICKERT (RTL), René KITZLER (RTL), Erny KLEIN (RTL), Alain LAMESCH (RTL), Béatrice MEHLINGER (Eldorado) et Philip MICHEL (tageblatt).

En ce moment, le Luxembourg compte 239 journalistes reconnus officiellement, dont 178 hommes et 61 femmes. 179 journalistes travaillent dans la presse écrite.



Les nouveaux journalistes en présence de Monsieur Jean-Claude Juncker

Conférence nationale pour étrangers

Le Ministre de la Famille, le Commissariat du gouvernement aux étrangers, en collaboration avec le Conseil national pour étrangers, avaient invité, le samedi 7 février 1998 à l'Hémicycle au Kirchberg, à la 3^e Conférence nationale pour étrangers, placée sous le signe de «Ensemble vers le 21^e siècle».

Après l'accueil et l'ouverture officielle de la conférence par le Ministre de la Famille, Marie-Josée JACOBS, et une allocution du Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, Erna HENNICOT-SCHOEPGES, le Commissaire du gouvernement aux étrangers Pierre JAEGER a présenté le programme de la journée. Ainsi se trouvaient à l'ordre du jour des ateliers de discussion sur différents thèmes tels que «Enseignement-Éducation» ou encore «Intégration et discrimination au Luxembourg». L'après-midi, la séance plénière a remplacé les ateliers. Avant la clôture de la conférence, le Ministre de l'Intérieur Michel WOLTER a souligné lors de son discours que l'intégration des étrangers devra se faire.

Inauguration officielle du nouveau centre de production de CD-Audio et CD-Rom

Le Conseil d'Administration, le Comité de Direction d'EURONIMBUS S.A. et le Ministère de l'Économie ont invité la presse le vendredi 23 janvier 1998 à

assister à l'inauguration officielle du nouveau centre de production de CD-Audio et de CD-Rom qui a eu lieu dans les locaux d'EURONIMBUS S.A., à Foetz, en présence de Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier.

Création de deux nouvelles entreprises industrielles

Le jeudi 5 février 1998, M. Robert GOEBBELS, Ministre de l'Économie, a donné une conférence de presse concernant la création de deux nouvelles entreprises industrielles situées dans le Pôle européen de développement de Rodange. À cette occasion, des conventions entre le Gouvernement et les nouvelles sociétés ont été signées.

La société MIPA installera une imprimerie pour emballages flexibles. La nouvelle entreprise entrera en service début 1999 et occupera progressivement jusqu'à 50 personnes. Les emballages flexibles sont constitués de films en matière plastique, polypropylène essentiellement, et sont utilisés dans l'industrie de la confiserie, de la chocolaterie et de la biscuiterie.

La société OPI installera un atelier de gravure de cylindres d'impression qui occupera une dizaine de personnes. La création de cet atelier se justifie en raison du besoin élevé de cylindres d'impression de MIPA, ce qui augmentera sensiblement la flexibilité et les temps de livraison de l'imprimerie. À terme, OPI fournira également des cylindres à des clients tiers.

Les deux projets sont réalisés par MIPA S.A., entreprise familiale italienne installée à Pesaro.

Baisse de la criminalité au Grand-Duché

M. Alex BODRY, Ministre de la Force publique, a présenté le jeudi 19 février 1998 les statistiques récentes de 1997, établies par les forces de l'ordre, qui portent sur l'évolution de la criminalité au Grand-Duché.

D'après ces statistiques, le taux de criminalité pour 1997 a diminué de 11,65 %. Cette tendance régressive s'était déjà annoncée en 1995 et s'est poursuivie en 1997.

«Livre blanc de l'infrastructure culturelle du Luxembourg, Investissement et gestion»

Le mercredi 25 février 1998, Madame Erna HENNICOT-SCHOEPGES, Ministre de la Culture, a présenté le «Livre blanc de l'infrastructure culturelle du Luxembourg, investissement et gestion».

Ce document contient, entre autres, un inventaire de l'infrastructure culturelle, existante et en cours de construction. Il propose également un organigramme englobant les organismes importants de la vie culturelle: les autorités étatiques et communales, les artistes et les mécènes. D'après ce schéma, les organes de décision politiques devraient définir la politique culturelle qui devrait, par la suite,

être réalisée par deux commissions qui devront encore être créées: un «Conseil supérieur de la culture» et une «Chambre professionnelle des Arts et Lettres».

Remise de distinctions honorifiques

M. Herbert BERMEITINGER, délégué du Ministre-président de Rhénanie-Palatinat pour la coopération transfrontalière et chef de délégation à la Commission régionale Saar-Lor-Lux Trèves/Palatinat Occidental, et Olivier KIRSCH, Président de la commission «Affaires Européennes, Transfrontalières et Relations Internationales» du Conseil régional de Lorraine, ont tous deux été nommés Officier dans l'Ordre de Mérite du Grand-Duché de Luxembourg. Ces distinctions, conférées par S.A.R. le Grand-Duc, honorent les mérites et l'engagement de ces deux personnalités dans les domaines de la coopération transfrontalière et des relations bilatérales avec le Grand-Duché de Luxembourg.

La remise des décorations a été effectuée par M. Alex BODRY, Ministre de l'Aménagement du territoire, le mardi 17 février 1998 au Ministère de la Force publique.

Étude stratégique sur la viticulture luxembourgeoise

Le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Fernand BODEN, et les représentants du Bureau d'étu-

des Price Waterhouse ont présenté les résultats de l'étude stratégique sur la viticulture luxembourgeoise, le 8 janvier 1998.

Cette étude a confirmé que la qualité des vins luxembourgeois est excellente, tandis que leur commercialisation laisse à désirer. À l'avenir, il est question de créer un «Comité interprofessionnel des vins du Luxembourg» (CIVL) qui devrait permettre une meilleure coopération entre les différents producteurs dans le but d'améliorer davantage la publicité du vin luxembourgeois.

Enquête sur l'aménagement du temps de travail menée auprès du personnel de la fonction publique

Lundi, le 16 février 1998, Mme Marie-Josée JACOBS, Ministre de la Promotion féminine, et M. Michel WOLTER, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, ont présenté les résultats de l'enquête sur l'aménagement du temps de travail, menée auprès du personnel de la fonction publique.

Cette enquête, réalisée par voie postale, a été menée auprès de 21.145 personnes, le taux de réponse s'élevant à 20%. Les résultats ont donné, entre autres, que 45% des personnes interrogées effectuent des heures supplémentaires de temps en temps, tandis que 33% en font régulièrement et que rares sont les personnes intéressées à la formation continue.

Présentation de projets par l'Administration du Cadastre et de la Topographie

Le mercredi 21 janvier 1998, M. Marc FISCHBACH, Ministre du Budget, ayant dans ses attributions l'Administration du Cadastre et de la Topographie, a présenté au cours d'une conférence de presse les projets à caractère national, réalisés ou en cours de réalisation, par l'Administration du Cadastre et de la Topographie, à savoir la banque de données Topo / Carto (BD - Topo / Carto), le nivellement général du Grand-Duché de Luxembourg et le plan cadastral numérisé.

Nouvelle démarche du Ministère de l'Aménagement du territoire

M. Alex BODRY, Ministre de l'Aménagement du territoire, a présenté le jeudi, 22 janvier 1998, au cours d'une conférence de presse, la démarche adoptée par le Ministère dans le cadre des projets du Nouveau Programme Directeur, du Plan Régional Sud et de la «Nordstad».

Ce sont trois dossiers étroitement liés entre eux, dans la mesure où le Plan Régional Sud et le projet «Nordstad» essaient de concrétiser, sur le terrain et en étroite collaboration avec les communes, les principes retenus pour l'aménagement général du territoire au niveau national, et ce dans le cadre du Nouveau Programme Directeur. Cette initiative de démarche commune a été prise afin de rendre plus transparent une matière complexe, faisant l'objet d'un certain nombre de discussions dans les mois à venir, aussi bien à l'échelle nationale, régionale que communale.

Élargissement du champ d'application de la permission de voirie directe

C'est en vue d'améliorer les procédures d'instruction des permissions de voirie et de raccourcir les délais de traitement des dossiers afférents que le champ d'application de la permission de voirie directe a été élargi. Ceci devrait permettre une simplification et accélération de la procédure dans la mesure où les demandes sont

instruites et les permissions sont directement accordées par les préposés des Services régionaux, territorialement compétents, de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Le jeudi 26 février 1998, M. Robert GOEBBELS, Ministre des Travaux publics, a présenté ce nouveau dossier des charges lors d'une conférence de presse. Ce document représente la base de cette réorganisation en matière de permission de voirie.

Contrat CE/THERME

Le lundi 12 janvier 1998, M. Robert GOEBBELS, Ministre de l'Énergie, a tenu une conférence de presse en collaboration avec l'Agence de l'Énergie à l'occasion de la signature des conventions régissant le soutien financier dans le cadre du contrat CE/THERME portant sur la réactivation et la modernisation d'une vingtaine de micro-centrales hydro-électriques au Luxembourg.

Discours

Discours prononcé par M. Jean-Claude Juncker lors de la remise du Mérite européen 1997

le 16 janvier 1998

Monsieur le Président de la Chambre des Députés,
Excellence Monsieur le Ministre d'État honoraire,
Mesdames,
Messieurs,

J'étais, oui, un peu gêné en écoutant le Vice-Président de la Fondation retracer devant vous quelques éléments de ce qu'il est convenu d'appeler ma biographie. J'aime lire les biographies, mais je n'aime pas entendre des extraits de la mienne, puisque j'ai toujours l'impression que les biographies en règle générale se présentent sous forme de bilan – et politique et personnel – lorsque l'heure du bilan est arrivé. Or, tel n'est pas mon état d'esprit et je ne me vois pas arrivé à l'heure des bilans, encore que l'abbé Heiderscheid a failli m'effrayer lorsqu'il n'a cessé de me traiter de Premier Ministre en fonction, ce qui semble indiquer une fin de parcours soudaine et là encore cette description ne reflète pas exactement mon état d'esprit. Mais j'ai vu que la discipline ecclésiastique est telle qu'il a omis de traiter l'Archevêque d'Archevêque en fonction. Par conséquent, j'arrive à me consoler et je me dois de dire parce que tel est mon souhait que je suis honoré, oui, par cette distinction qui m'est remise aujourd'hui ainsi qu'à Monseigneur l'Archevêque. C'est en fait la première de toute une série de distinctions dont j'ai toujours le secret in pectore parce que des embargos couvent, d'autres annoncent, mais le plaisir est grand de recevoir pour mérite européen la première distinction dans mon pays et par ceux qui ont pris cette décision non pas lourde en conséquence, mais inaugurant tout un cortège de compliments auxquels Monsieur Turbang, à la surprise générale de la Presse luxembourgeoise qui en règle générale n'a pas reflété ces propos de leurs collègues étrangers, a su faire défiler devant nous.

Vous m'invitez à traiter d'un sujet pour lequel des fonctions écoulées peuvent me prédestiner qui concerne l'Union Européenne après la Présidence Luxembourgeoise. Est-ce à dire que la Présidence Luxembourgeoise aurait été une césure, un point

tournant, une étape importante? Est-ce que dans le long cortège des Présidences de l'Union Européenne qui suivent et qui hélas ne ressemblent pas à celle-là fut une Présidence particulièrement fructueuse? À en croire tous ceux qui de l'extérieur ont essayé de la juger, je serais tenté de dire oui elle fut fructueuse non pas parce que les contingences étaient telles que qu'additionnées elles nous auraient obligés à connaître le succès, mais parce que nous avons essayé d'appliquer à l'exercice de cette Présidence une méthode, un style qui furent quelque peu différents des itinéraires dont d'autres ont voulu doter l'Union Européenne et parce que nous étions animés par une forte ambition, ambition qui est celle des petits peuples lorsqu'ils veulent être grands et qui savent partager les grandes ambitions pour, non pas pour se donner de l'importance, mais pour prendre l'importance des grandes ambitions. Je crois que nous avons réussi mais peut-être ne suis-je pas le mieux placé faute d'avoir su créer entre la Présidence et moi-même la distance nécessaire au jugement tranquille. Nous avons essayé de retraduire en faits politiques cette idée noble que l'Europe en fait est une chose très simple et qu'il faut savoir l'expliquer en dépit des complications du trajet et des complications du moment; et pour le faire nous avons été servis par les circonstances, par les calendriers qui existaient mais aussi par la volonté qui fut la nôtre.

Nous avons d'abord été servis par le Gouvernement Français d'une idée que lui seul arrivait de décrire comme une idée charmante engageante et que les autres n'aimaient pas trop. Cette idée, ce cadeau fait au Gouvernement de Monsieur Jospin, était l'idée d'organiser à Luxembourg un sommet sur l'emploi. Mais ce sommet sur l'emploi qui m'impressionnait, faute d'avoir spontanément compris comment maîtriser tant de contradictions et tant d'oppositions fortes, parfois nous a permis à montrer que l'Europe était devenue un projet plus complet; l'emploi nous a permis de recompléter le projet européen. Nous avons ensuite essayé de crédibiliser le

projet européen en donnant une nouvelle crédibilité à une partie essentielle du Traité de Maastricht qui fut l'Union Économique et Monétaire et enfin, puisque l'élargissement nous attendait au tournant des deux années 97 et 98, nous avons pu et su élargir le projet européen vers le reste du continent. Ces trois éléments – crédibiliser la démarche monétaire de l'Europe, recompléter le projet européen et élargir le projet européen – en fait nous a permis de donner l'impression que l'Europe était en train de sortir de cette atmosphère de morosité dans laquelle nous l'avions trouvée avec un sommet quelque peu décevant qui fut celui d'Amsterdam; nous n'avons pas réussi à conduire l'Europe vers un enthousiasme débordant mais nous avons pris date sur un certain nombre de sujets et de tendances lourdes qui domineront les horizons européens pour les 20 et 30 années à venir et je me permettrai de récapituler devant vous ces trois moments, ces trois essais et ces trois succès.

L'emploi d'abord. Il nous avait semblé aux uns et aux autres que l'Europe, l'Europe des 10 et 15 dernières années était devenue un peu une Europe monolithique presque de la pensée unique. Nous avions pris rendez-vous pour le 1^{er} janvier 97 d'abord, 99 ensuite pour lancer la Monnaie Unique Européenne et tous les efforts politiques et économiques de l'Union Européenne elle-même et des quinze États membres étaient dirigés vers ces buts. Rendre possible, en l'ayant rendu faisable, la Monnaie Unique pour le 1^{er} janvier 1999 et toutes les autres parcelles de l'action politique de l'Union Européenne très nécessairement étaient subordonnées à celle-là, englouties, ensevelies par la démarche monétaire de l'Europe. Ministre des Finances que je suis, ministre des Finances en fonction comme dirait l'abbé Heiderscheid, j'ai toujours attaché une débordante importance à cette construction monétaire de l'Union Européenne et je ne fais pas partie de ceux qui arrivent à maudire de la Monnaie Unique faute d'avoir autres choses à dire.

Je ne crois pas que l'on puisse assimiler la démarche monétaire et la crise économique. Je ne crois pas qu'il est une équation entre les politiques d'assainissements budgétaires de retour aux grands équilibres et les grands problèmes que nous rencontrons actuellement sur tous nos marchés de l'emploi en Europe. Vous savez, on dit beaucoup de

choses et ceux qui les contredisent ne trouvent que très rarement l'écho de leurs contrepropos dans les grands débats qui agitent nos sociétés et que reflètent les mass médias, il est plus facile et on ne demande même pas de prouver, il est plus facile de dire que les politiques d'assainissements budgétaires renforcent les ralentissements conjoncturels et donc sont antisociaux, tuent l'emploi et ne permettent pas la reprise conjoncturelle, c'est un discours simple et on a l'air démodé lorsqu'on le contredit. Or à y regarder de près, nous voyons que des points de vue de la science et de l'empirisme élémentaire de tels propos n'ont pas lieu d'être.

Prenez les années 60: pendant les années 60 nous avions en Europe un déficit budgétaire largement inférieur en moyenne aux 3%, objectif que nous étions assignés lors de l'adoption du Traité de Maastricht pour en faire une condition d'entrée à l'Union Monétaire. En dépit du fait que les déficits budgétaires pendant les années 60 furent largement inférieurs aux 3% nous connaissions une relative stabilité d'emploi en Europe pendant les années 60. Dans nos pays, rares furent ceux qui avaient des taux de chômage supérieurs à 4 ou 5 %. Par conséquent, il n'est pas exact de dire qu'une lutte efficace contre le chômage et pour l'emploi présuppose l'endettement. L'autre discours, le discours qu'on qualifie parfois pour le simplifier et pour le caricaturer d'anti-maastrichtien, l'autre discours en fait veut dire, si vous voulez avoir du succès en matière de politique économique et sociale vous n'avez qu'à vous endetter. Chose curieuse finalement que pendant les longues années où les niveaux d'endettement de l'Europe furent inférieurs à ceux que nous connaissons actuellement, des opinions publiques entières dirigeaient assez de critiques contre les dirigeants, parce que ceux-ci seraient incapables de gérer convenablement les deniers publics, parce que s'endettant trop et au moment où les politiques enfin avaient compris cette leçon et commençaient à mettre en place des politiques d'assainissements budgétaires, ces mêmes opinions publiques avaient tendance à se retourner contre ceux-là même que pour un comportement inverse elles n'avaient de cesse de critiquer que pendant des décennies auparavant. Si un pays devait être endetté pour n'avoir point de chômage, le chômage ne pourrait pas être un phénomène européen. Nous sommes en fait suffisamment endettés pour avoir du succès. Or,

ce succès amené par l'endettement ne s'est jamais installé.

Il a donc fallu que nous prenions le virage, comme on dit vulgairement, que nous essayions une autre politique, que nous appliquions sans affaïssement une autre politique. Elle fut parfois, j'en conviens, douloureuse; certains même dans ce pays estiment être les victimes de telles douleurs, confondaient la réalité luxembourgeoise avec les journaux télévisés français et allemands; cet effort d'assainissement budgétaire a fait le détour du Luxembourg, puisque dans ce pays ce fut là un des enseignements les plus précieux du Premier Ministre Werner, ce pays ne connaissait pas de tels dérapages budgétaires parce qu'on nous a enseignés dans la longue tradition de ceux qui furent Ministres des Finances dans ce pays et qui très souvent relevaient du même groupe sanguin politique que le bon sens élémentaire voulait que vous ne pouvez pas dépenser plus que vous avez à votre disposition. Si d'autres, dans d'autres pays et dans d'autres circonstances avaient appliqué ces mêmes principes élémentaires qu'inspire le bon sens, jamais nous n'aurions dû mettre en place en Europe une telle politique accompagnée de tant de douleur réelle ou supposée pour conduire nos parlements et nos peuples vers des réflexes plus conséquents aux matières d'assainissements budgétaires.

Donc ce discours anti-euro est un discours qui ne peut pas prendre appui sur l'expérience et sur la science budgétaire. L'enseignement qui se dégage de l'histoire est en fait une invitation à la politique que suite à l'adoption du Traité de Maastricht nous avons dû mettre en place. Et en fait et en dépit du fait qu'on a tellement maudit ce traité qui a connu bien des avatars au moment de sa ratification ou par les peuples souverains ou par les parlements, ce traité maudit a conduit l'Europe à des performances en matière de convergence économique qui ne cessent de m'impressionner. Rappelez-vous que pendant les années 80 nous avions en Europe sur l'Europe des quinze d'aujourd'hui une inflation moyenne de 14%. Nous sommes aujourd'hui retombés à une inflation qui est inférieure à 2%. Parfois je me dis et parfois je dis que ce résultat en terme d'inflation de la politique de convergence est une politique sociale percée. Il n'y a pas de meilleure politique sociale que de combiner stabilité des prix et stabilité monétaire. Ceux qui sont pauvres,

ceux qui n'ont que des moyens modestes à leur disposition sont les premières victimes de l'inflation, tant qu'il n'y a pas d'inflation il n'y a pas un nombre impressionnant de victimes, sauf dans les pays qui continuent à mettre en place des systèmes d'indexation automatique des salaires, là le phénomène est moins visible mais dans un pays qui ne connaît pas un tel système où donc la perte du pouvoir d'achat est une perte nette et durable pour celui qui est frappé ou arrive mieux à comprendre les vertus d'une politique de stabilité des prix. Imaginez-vous que dans ce pays qui continue à mettre en place un système d'indexation automatique des salaires, l'inflation n'aurait pas été jugulé, je parle de la nôtre et je parle de celle de nos voisins qui n'aurait pu être importée, jamais pendant ces périodes de récession parfois graves n'aurions-nous été à mêmes de maintenir notre système d'indexation automatique des salaires, si grâce à la politique de convergence économique nos voisins directs n'avaient pas été amenés à mettre en place une politique de stabilité des prix plus conséquente.

Je dis donc que globalement et en dépit des quelques dérapages que nous avons eus dans les quinze pays de l'Union Européenne la politique de convergence économique est une bonne politique pour ceux qui sont plus proches de la sensibilité sociale et pour ceux qui sont plus le soucis de ceux qui sont faibles ce fut une politique en fait pour les faibles et elle fut décriée pendant 10 ou 15 années comme constituant exactement l'inverse. C'est une remarquable contreperformance du marketing politique de l'Union Européenne. En 91, lorsque nous avons négocié les traités de Maastricht, nos déficits budgétaires étaient supérieurs à 6%. Ils sont revenus en-dessous du seuil fatidique des 3%. Les taux d'intérêts étaient autrement plus élevés il y a 5 années qu'ils ne le sont actuellement, les turbulences monétaires, les dérapages monétaires étaient autrement plus fréquents et plus profonds il y a 5 ou 10 années qu'ils ne le sont à l'heure actuelle, remarquable stabilité monétaire tout de même depuis le milieu de l'année 93.

Il s'agit maintenant sous Présidence luxembourgeoise de consolider tous ces acquis et de mettre entre parenthèses, de tuer presque toutes les remises en cause dont elles ne savaient déjà pas qu'elles ressurgiraient parce qu'elles étaient en train d'être organisées. C'est pourquoi, il nous a tenu à

cœur de prendre toutes les dispositions techniques qui restaient en souffrance et qui ont dû être prises pour permettre à l'Euro de démarrer à l'heure convenue. Donc toutes les dispositions techniques ont été prises, ensuite toutes les dispositions politiques ont dû être prises.

Lors d'un conseil informel des 12 et 13 septembre à Mondorf j'ai pu amener mes collègues Ministres des Finances à adopter une décision simple que le bon sens là encore suggérait, mais comme le bon sens en Europe comme chez nous est très inégalement réparti, il n'était pas évident de l'organiser de façon à pouvoir produire les résultats escomptés. Nous avons décidé de ne pas attendre le 31 décembre de l'année en cours pour fixer les parités entre les monnaies participant à l'Euro et d'avancer cette date au 2 mai à la date où sera connue la liste des États membres qui se seront qualifiés pour participer à la première vague, comme on dit, de l'Union Economique et Monétaire. On voulait, en le décidant, couper court à toute velléité de spéculation, on voulait prendre de court les marchés financiers, au lieu d'être, comme tel est notre comportement habituel, au lieu d'être pris de court par les marchés financiers. On parle souvent de la nécessaire primauté du politique sur l'économique. Là nous l'avons fait, nous avons réhabilité l'analyse économique par rapport aux mouvements erratiques et combien irrationnels des marchés financiers. Ce fut une réelle, comment dire pour ne pas tomber dans le jargon sportif, une réelle stratégie que nous avons mise en place pour pouvoir arriver à ce résultat.

Lors du Conseil Européen du Luxembourg et ayant toujours à l'esprit le nécessaire complément social qu'il fallait adjoindre à ceux déjà existants économiques et monétaires de l'Union Européenne nous avons veillé à traduire en réalité cet autre élément que de cesser de suggérer de réclamer le bon sens qui veut que, une fois entrés en Union Économique et Monétaire, il nous faut organiser, et pour l'organiser, l'avoir d'abord voulu, le renforcement des coordinations des politiques économiques. Par conséquent, nous avons proposé une résolution du Conseil Européen sur la coordination des politiques économiques. Vous ne pouvez pas, partageant la même monnaie, gérant d'une façon collective et solidaire la même monnaie et donc le même destin. Ayant renoncé, parce que nos

peuples et nos parlements l'auront voulu, aux lourds attributs de souveraineté que confère l'indépendance monétaire, vous ne pouvez pas en ayant décidé de cogérer la souveraineté monétaire en la partageant par tous, vous ne pouvez pas poursuivre les politiques nationales en matière économique qui seraient totalement distinctes parfois opposées de celles et à celles que mettraient en place vos voisins. Il faut donc, non pas l'harmonisation des politiques économiques, mais bien voir que les politiques économiques sont d'intérêt commun, restent d'attribution nationale mais tout d'intérêt foncièrement commun. Par conséquent, lorsque nous serons dans la zone de l'Euro, lorsque nous aurons besoin d'une intimité accrue entre nous pour pouvoir conditionner les éléments de politique qui doivent accompagner non seulement la mise en place de l'Euro mais l'exercice de l'Euro, il n'y aura plus place pour les politiques économiques exclusivement nationales. Nous devons savoir que la politique intérieure européenne verra le jour au 1^{er} janvier 1999.

Ce soir, ceux qui le pourront, seront devant leur poste de télé et peut-être verront des reportages sur des négociations collectives concernant la Fonction Publique Allemande. Demain soir, nous verrons les turbulences du même genre en France, je peux déjà vous dire que la semaine prochaine nous verrons le tableau être complété par des éléments plus proprement luxembourgeois sur le même front. Aujourd'hui, nous pouvons vous dire que les salaires de la Fonction Publique Allemande regardent les Allemands, que les salaires de la Métallurgie allemande regardent les métallurgistes allemands, que les salaires des cheminots français regardent les Français et que les difficultés économiques de la Belgique regardent la seule Belgique. À partir du 1^{er} janvier 99 cela ne sera plus le cas. Nous aurons à faire en sorte que des apports conséquents et cohérents soient faits par les 15 pour assurer la stabilité à la zone Euro. Il n'est pas possible que dans un état membre de l'Euro vous ayez une inflation de 2% et dans un autre de 15%. Il n'est pas possible que vous ayez une évolution de la masse salariale dans un pays donné de 3% alors que dans d'autres pays cette évolution de la masse salariale serait de 10%. Il est évident que de telles disparités, que de telles divergences très rapidement nous conduiront à une situation où la stabilité interne de la zone Euro sera terriblement menacée, où se posera la question

ultime si oui ou non il nous faudra ajuster le cours extérieur de l'Euro par rapport au dollar ou par rapport au yen. La valeur extérieure de l'Euro sera l'affaire de tous et donc le conditionnement interne de la solidité externe de l'Euro doit être partagé par tous.

Par conséquent, il faudra que nous parlions entre nous de la politique salariale en Europe et dans tous les pays de l'Union Européenne membres de l'Euro, il faudra que nous parlions des politiques structurelles dans 15 pays membres pour autant que ces 15 fassent partie un jour de l'Union Monétaire. Donc le débat changera d'étendue et il changera de nature. L'Union Monétaire sera l'assemblage monétaire d'une institution et d'une union politique qui deviendra de jour en jour plus intime. Nous ne serons pas devenus un grand état, mais nous devons à 15 adopter le comportement d'un grand état et nos pays économiquement seront devenus régions et il faudra que nous adoptions ce profil. Ce n'est pas un plaidoyer pour le réalisme économique-monétaire qui nous oblige à adopter ce genre de comportement et donc nous avons proposé cette résolution sur la coordination des politiques économiques sans grande résonance chez nous ni ailleurs alors que, il y a 5 mois, les journaux européens ne cessaient de nous dire que l'Union Européenne serait totalement incapable de se mettre d'accord sur le renforcement de la coordination des politiques économiques les plus avancées ou faut-il dire les plus retardées ne cessent de nous dire que cela, que cette incapacité prouverait à insuffisance que la zone Euro en fait ne serait pas gouvernée, que l'Euro gouvernerait l'Europe, mais que l'Europe ne serait pas à même de gouverner l'Euro, si nous n'avions pas été à mêmes de conduire nos collègues vers l'adoption de cette résolution, il ne fait aucun doute qu'aujourd'hui, alors que nous serions dans le scénario inverse, nous serions accablés du matin au soir de chansons plaintives sur le mode peu laudatif que l'Union Européenne est en train d'affronter l'introduction de l'Euro sans s'être dotée des instruments de gestion dont cet Euro aura besoin. C'est la raison pour laquelle d'ailleurs nous avons insisté avec charme diversement apprécié par ceux qui en étaient les destinataires sur les décisions concernant le Conseil de l'Euro parce que nous avons estimé nous qu'il était évident – common sense – que ceux qui se partageraient la même monnaie, devraient trouver

endroit, place et envie de pouvoir discuter entre eux sans la présence de ceux qui ne feront pas partie de l'Union Monétaire. Cela fut un moment difficile pour quelques-uns et combien nécessaire pour d'autres, je constate d'ailleurs et voyant évoluer ceux-là justement qui étaient gênés ce jour-là, qu'un moment de gêne est vite passé, par conséquent cette décision sur le Conseil Euro fut une bonne décision. Nous étions obligés de crédibiliser la démarche monétaire de l'Europe. Nous étions obligés de prendre toutes les dispositions techniques et toutes les décisions politiques nous y conduisant pour pouvoir affronter dans de meilleures conditions cet autre grand défi qui est européen qui concerne l'emploi voire le chômage. Je crois d'ailleurs en me rappelant ma méthode initiale que j'avais failli commencer par là, mais que j'ai d'abord traité de monétaire.

Mais le monétaire et l'emploi ne peuvent pas être dissociés. Ce sont deux médailles de la même série pour ne pas dire deux faces de la même médaille. Il n'est pas vrai que l'Europe se résume à un projet qui engloberait les seules dimensions économiques monétaires financières et budgétaires de l'action politique, non l'Europe au même titre doit porter son attention sur le problème tout de même plus grave qui traverse notre époque et qui est celui du chômage. On ne tombe pas amoureux de l'Euro. Même un ministre des Finances n'est pas pris par, n'est pas attiré par la splendeur érotique de l'Euro, il n'en a pas, c'est un projet comment dire cérébral et donc il ne faut pas faire le surpris lorsqu'on constate que ceux que nous prétendons diriger ne nous suivent pas lorsque nous employons à leur endroit un discours qui fait l'économie du social, lorsque l'Europe donne impression d'accepter le chômage parce qu'elle voulait se doter d'une monnaie unique, il faut dédramatiser ce lieu, puisqu'il n'existe pas, j'avais essayé de le démontrer il y a quelques minutes.

Nous avons dit des choses simples:

1. L'emploi doit avoir la même importance que l'économique et le monétaire.
2. Si nous avons su être concrets et conséquents en matière économique et monétaire il faudra refaire le même essai en matière sociale et en matière d'emploi.

3. Comme notre méthode employée pour préparer la marche de l'Europe vers l'Union Économique et Monétaire a connu le succès, pourquoi ne pas emprunter la même méthode pour l'appliquer aux politiques de l'emploi. C'est ce qui m'a fait dire un jour que le stress de convergences qui fut le nôtre en matière économique et monétaire devrait également nous gagner en matière de politique d'emploi.

C'est pourquoi nous avons voulu ce sommet sur l'emploi non pas être un sommet littéraire, un séminaire de travail aux niveaux européens les plus élevés, mais que nous avons voulu amener les autres en plaidant avec une belle insistance cet aspect des choses vers des prises de décisions concrètes.

Pour ceux qui se sont soumis à la dure obligation de lecture que devrait présupposer l'art de commenter auront constaté que les 19 lignes directrices que nous avons adoptées en matière d'emploi, toutes s'inspirent de cette démarche qui veut le concret et qui veut renoncer au littéraire. Les États membres d'ici le 15 avril devront introduire à Bruxelles des plans nationaux d'actions qui devront revisiter toutes les lignes directrices sur lesquelles nous nous sommes mis d'accord lors du sommet de l'Emploi du 21 novembre et nous expliquer ce que les Gouvernements entendent mettre en œuvre sur base de ces lignes directrices, ou pourquoi ils n'entendent pas mettre en œuvre certaines lignes directrices sur lesquelles nous nous sommes mis d'accord étant entendu que dans les lignes directrices il y a une partie obligatoire qui concerne le chômage de longue durée et le chômage des jeunes et des politiques de formation et le passage des politiques passives en politiques plus actives en matière d'emploi et une partie facultative où les Gouvernements sont libres de prendre ou de ne pas prendre, sont libres de suivre ou de ne pas suivre des recommandations qui furent celles du Conseil Européen. Et d'ici quelques mois lors du Conseil Européen de Cardiff, nous examinerons ensemble les différents plans nationaux d'actions et d'ici la fin de l'année lors du Conseil Européen de Vienne nous examinerons les premiers résultats de mise en application de ces lignes directrices sur lesquelles nous nous étions mis d'accord le 21 novembre dans cette ville.

Par conséquent, ce n'est pas, ce sommet pour l'Emploi n'a pas voulu être l'événement d'un jour, un

grand battage médiatique, un cirque de télévision, ce que les Conseils Européens sont toujours, mais nous avons voulu mettre en place un système qui se distinguerait par rapport aux exercices précédents par le fait que les suivis en seraient assurés d'une façon visible contrôlable, il nous a fallu des objectifs chiffrés, des objectifs quantifiés et quantifiables pour permettre aux Gouvernements et aux Parlements et aux opinions publiques, à la Presse de voir en détail sur les 12 mois à venir, sur les 24, sur les 36 mois à venir, si oui ou non les Gouvernements Européens auront été capables ou incapables de traduire en réalité les intentions que sous forme concrète et quantifiée nous avons formentés lors de ce Conseil Européen.

À peine fut-il engagé avec ses commentaires locaux quelquefois déplaisantes que nous avons dû aborder le sujet lourd de l'élargissement de l'Union Européenne vers les pays de l'Europe Centrale et de l'Europe Orientale et vers un pays du Sud, Chypre.

Je continue à penser qu'en dépit du fait que les premiers sondages, ce qui était à attendre, donnent à considérer que l'élargissement vers l'EPECO sera très impopulaire. Je considère à penser qu'il sera et qu'il est très vital. En fait, nous sommes devenus des observateurs acteurs très superficiels. Il est plus, plus indiqué, plus recommandable pour des hommes politiques de faire dans le catastrophisme et de déduire des scénarios d'horreur que de faire preuve d'un optimisme bien réfléchi qui se distingue de l'optimisme béat. Il y a 10 ans, en 1988 où étions-nous en Europe? Et sur la planète? Nous étions dans un système stupidement bipolaire, bétonné à toujours, un système qui voulait par un funeste décret de l'histoire, que les uns furent libres, sans s'en apercevoir pour le reste, et que les autres jusqu'à la fin des temps furent obligés de rêver de la liberté, des droits politiques.

Maintenant le monde bipolaire a disparu. Non seulement l'économie est-il devenu global, la vie économique elle aussi s'est globalisée. Ce siècle se termine à y regarder de près, en siècle américain, alors que nous continuons à dire que le prochain siècle doit continuer à être un siècle européen. Il est vrai que le dernier siècle européen fut le 19^e, que celui que nous sommes en train de quitter se termine en siècle américain et que le prochain siècle nous devons le partager avec d'autres. Ce que je

souhaite profondément que nous devons le partager avec d'autres. Mais il faudra que l'Euro soit à même de pouvoir prétendre au partage de pouvoir alimenter le partage. Alors, il me semble évident qu'après tant de renoncements, qu'après tant d'héroïsme, qu'après tant de sacrifices des Européens du Centre et des Européens de l'Est nous devons leur ouvrir nos portes et n'est-il même pas concevable qu'après avoir lancé des décennies durant les dimanches matins sur tant d'estrades politiques, mais elles ne furent pas seulement politiques, des appels pressants contre le communisme, invitant dominicalement les peuples de l'Est de se libérer du joug communiste; il n'est pas pensable qu'aujourd'hui, alors que ces hommes et ces femmes frappent à nos portes et se pressent à nos portillons, nous leur disions que tels furent des propos en l'air et très théoriques et que la réalité nous a dépassés avec quelques siècles d'avance et que nous n'étions pas préparés. Non nous ne sommes pas préparés, et il est vrai que les besoins de transformations, que les nécessités d'ajustement sont autrement plus prononcés dans les pays de l'Europe Centrale et de l'Europe Orientale que dans nos pays. Mais il est vrai aussi que nous aussi, nous devons nous préparer à accueillir ces hommes et ces femmes. Je ne plaide pas pour un élargissement additif, un élargissement romantique, je crois que les romantismes en politique extérieure n'existent pas, mais les sentiments existent, il ne faut pas, parce qu'on veut être réaliste, faire l'économie des sentiments et dont je dis que sentimentalement, nous devons nous préparer à accueillir ces hommes et ces femmes et que économiquement nous devons les assister pour qu'ils puissent mieux se préparer à l'adhésion à l'Union Européenne. Nous ne pouvons pas être dans nos pays durablement des hommes heureux si à quelques centaines de kilomètres d'ici d'autres devaient rester éternellement malheureux.

Par conséquent, l'heure est à une logique du nouveau partage, ce à quoi nous devons mieux nous préparer que jusqu'à présent. Et il faut voir que l'extension de l'Europe vers les pays de l'Europe Centrale et Orientale dans les annales de l'histoire lointaine et récente est un phénomène qu'on ne peut pas ne pas applaudir. Regardez ces pays, ces nouvelles démocraties, les Tchèques, les Roumains, les Bulgares, les Pays Baltes, les Polonais, les Hongrois, d'autres, qui après s'être défaits de

l'oppression communiste, ont retrouvé en la redécouvrant, la fierté de leur nation, la splendeur de leur autonomie, et regardez qu'elle gestion responsable ils font de cette redécouverte. Ils ne veulent pas tomber dans l'enthousiasme nationaliste, ils ne veulent pas vivre jusqu'au fond cette liberté retrouvée. Ils ne veulent pas redevenir Tchèques, Roumains, Hongrois au détriment de leurs voisins, mais ils veulent dès la première heure de cette redécouverte que ces gens continuent à ressentir, comme un cadeau inattendu de l'histoire, ils ne veulent partager avec des autres Européens le même destin, non pas tourner le dos aux voisins, non pas construire l'identité nationale sur le refus de l'autre et non pas construire l'identité nationale sur la culture de l'adversité dirigée contre les autres mais essayant de eux aussi tirer la bonne leçon des événements tragiques qui à deux fois ont causé tant de malheur aux peuples européens.

Nous avons la chance grâce à des hommes clairvoyants de lancer l'intégration européenne en 48, 47 et au début des années 50. Ces peuples-là n'avaient pas cette chance mais s'ils la saisissent aujourd'hui pour refaire la même expérience qu'avec tant de succès nous avons fait après la 2^e guerre, alors ne soyons pas égoïstes. Après avoir fait au cours de ce siècle tant d'efforts pour construire l'Europe des tombeaux, donnons-nous la main pour, au cours de la première moitié du siècle à venir, construire l'Europe des vivants et donc cessons d'être si nombrilistes, si peureux, si inintelligents lorsqu'il s'agit d'envisager l'avenir et soyons généreux, ne pensons pas que les pauvres vont venir déranger les mets des riches, sachons saisir cette chance de l'élargissement en négociant durement là où il le faudra, en ne faisant pas dans la sensiblerie lorsque nous aurons l'impression d'être lourdement trompés, mais en respectant ces hommes et ces femmes et qui méritent respect parfois plus que nous autres.

Vous savez le moment finalement fut émouvant, lorsque j'avais – oui, c'était moi tout de même – amené les autres à prendre une bonne décision sur l'élargissement, lorsque nous avons accueilli à notre table les chefs d'État et de Gouvernement des pays de l'Europe Centrale et de l'Europe Orientale. Grand moment de ma vie où je voyais le Président Tchèque HAVEL, ce n'est pas n'importe qui, lui il a une biographie, lui il a connu la prison; lorsque le Premier

Ministre Polonais a dit: «Aujourd'hui il y a 17 ans exactement on m'a arrêté et torturé»; lorsque les Pays Baltes, les Premiers Ministres des Pays Baltes nous racontaient tout ce qu'ils faisaient ce jour-là il y a 10 ans, 15 ans, 17 ans. Et nous sommes là peureux, de petits esprits très souvent, et nous ne voyons pas cette immense avancée de l'histoire, ces grandes enjambées et auxquelles nous pouvons assister et dont parfois nous pouvons être les acteurs en mettant à leur disposition tous les ressorts dont ont besoin les trajectoires qui doivent mener loin.

Et il faut voir que l'Europe élargie vers les pays de l'Europe Centrale et Orientale et la Chypre nous serons arrivés aux confins d'autres pays qui ont la même fierté et qui ont la même grandeur que nous: la Russie éternelle, toujours présente, réduite mais tellement grande, l'Ukraine; la Russie et l'Ukraine seront nos voisins directs de demain. Alors nous devons envisager notre cohabitation qui doit être plus qu'une simple coexistence avec les Russes avec les Ukrainiens avec des yeux nouveaux et avec des idées renouvelées, ce sera un autre monde. Nous ne serons plus dans ce scénario dépressif, de devoir avoir peur du déclenchement prochain d'une très grande guerre.

Ma génération est la première, je le dis souvent, à ne pas être génération d'après-guerre une seule fois. Mon père lorsqu'il fut né en 24 était génération d'après-guerre et lorsqu'il est revenu d'Ukraine justement, il était déjà génération d'après-guerre une 2^e fois pour avoir fait la guerre. Ma génération, nous sommes là naïfs à ne pas saisir l'immensité de cet apport de l'histoire que génération d'après-guerre une seule fois et sans avoir fait la guerre nous ne courrons plus le risque de redevenir génération de guerre parce que nous aurons unifié l'Europe par des moyens pacifiques, entreprise jamais essayée auparavant, entreprise jamais conclue militairement auparavant et nous serons là les premiers voisins des Russes, des Ukrainiens et des Turcs, oui, dont je crois que leur place est au sein de la famille européenne.

Nous avons eu, j'ai eu quelques démêlés avec le Gouvernement Turc et avec de nombreux Turcs qui par la suite m'ont signalé la présence active dans les pays envoisinants, mais la Turquie n'a pas été rejetée par l'Union Européenne. C'était la toute première

fois et j'en suis fier qu'à 15 nous ayons été à mêmes de nous mettre d'accord sur une stratégie adoptée par les 15 à l'égard de la Turquie. Nous avons voulu lancer un grand oui à la Turquie et lui signaler en même temps que la Turquie devra respecter les mêmes critères que ceux qui furent respectés par les Roumains, par les Hongrois, par tant d'autres avant de pouvoir être admis à la négociation d'adhésion.

Donc je crois que nous avons de grands projets devant nous, mais nous ne réussirons pas ces projets d'avenir si nous ne réussissons pas celui qui immédiatement est devant nous, c'est-à-dire l'Union Monétaire; et nous la réussirons; et le 2 janvier 99, lorsque la Monnaie Unique sera là, vous n'entendrez plus ceux qui pendant 10 années nous ont dit que cela serait totalement impossible. Et comme à mes heures perdues je suis le petit archiviste du coin, j'ai de très nombreux témoignages luxembourgeois à rappeler le jour où ayant adopté la Monnaie Unique, je me verrai confronté aux applaudissements œcuméniques de tous ceux qui l'ont toujours voulu et qui l'ont toujours dit. Ce sera un grand rendez-vous pour mon message du Nouvel An de l'année à venir. Et nous ne pouvons pas si nous voulons réussir l'Europe, échouer, continuer à échouer sur l'emploi. Je crois que nous devons nous resaisir, ne plus jamais baisser la garde lorsqu'il s'agira de mieux encadrer les marchés de l'emploi, de mieux irriguer, fertiliser les marchés de l'emploi, de mettre en œuvre ce pourquoi nous étions tombés d'accord, ne pas oublier qu'un jour en novembre 97 à Luxembourg nous voulions combattre efficacement le chômage en faisant à peu près la même chose partout et dans les pays de l'Union Européenne.

Si nous arrivions à faire tout cela, la Monnaie Unique, une meilleure politique pour l'emploi, un élargissement sérieux et généreux à la fois, une nouvelle approche face aux peuples plus éloignés de nous que d'autres mais tellement proches comme les Russes, comme les Ukrainiens, et comme tant d'autres, si nous pouvions faire en sorte que d'ici 20, 25 années le monde lui aussi soit devenu plus juste, parce que l'Europe sera devenue plus forte, parce que nous avons des choses à dire au monde qui n'accepterait pas que nous disparaissions, qui attend beaucoup de choses des Européens.

Sur les 5,6 milliards d'hommes et de femmes qui peuplent la planète, 17% seulement disposent de 67% des richesses. Est-ce un projet pour le monde que de dire que cela ne nous concerne pas? Que dans ce grand village que constitue le globe, il puisse y avoir à gauche du trottoir 83% d'hommes et de femmes qui n'ont rien, alors que de l'autre côté du trottoir, dans les villas, il y a les 17% qui ont tout, est-ce un projet pour le monde? Non? L'Europe en s'étant doté d'une expression monétaire qui lui permettra de traduire en terme d'influence politique

la force qui sera devenue la sienne doit valoir à l'égard des autres, non pas pour l'imposer, mais pour l'offrir, le modèle social européen.

Nous ne construisons pas l'Europe pour le seul Luxembourg, nous ne construisons pas l'Europe pour la seule Europe. Notre ambition doit être une ambition plus universelle. Alors ne soyons pas craintifs et saisissons cette chance, disons, remercions ceux qu'on doit remercier de nous avoir offert cette chance de pouvoir construire non pour le seul Luxembourg...